



« Le prix de la liberté, c'est la vigilance éternelle », Thomas Jefferson

# *Courrier du C.V.P.R.*

Bulletin du Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient

2017 • N° SPÉCIAL

V I N G T I È M E

du

Comité de Vigilance

pour une

Paix Réelle

au Proche-Orient

A  
N  
N  
I  
V  
E  
R  
S  
A  
I  
R  
E

Secrétariat chez Me Maurice Buttin  
54 rue des Entrepreneurs 75015 Paris



## EDITORIAL

**L**E « *Courrier du CVPR* » n'a jamais été, et ne deviendra, un journal trimestriel comme les autres. Son choix initial - après avoir été aussi un bulletin pour informations internes - informer l'opinion publique, les instances dirigeantes fran-

çaises concernées et les milieux diplomatiques, sur la situation en Palestine, en Israël et à l'occasion au Proche-Orient, ne lui permettront sans doute jamais de conquérir le « *grand public* », ni de bénéficier de larges soutiens.

En ce vingtième anniversaire, il nous a paru intéressant de rappeler par ce numéro spécial, notre combat depuis l'origine, particulièrement VIGILANT sur la dramatique situation vécue par le peuple palestinien. Mais c'est aussi, pour moi, l'occasion de remercier tous ceux qui ont participé au combat du CVPR PO, les présidents successifs, les membres des Conseils d'Administration, et tous les adhérents.

C'est en février 1997 que le « *Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient* » (le CVPR PO) a pris officiellement naissance par son inscription au Journal Officiel. Mais, cette nouvelle association, à l'initiative de Mme Béra Adli Bloch, entourée de militants membres du CICUP (*Collectif Intra-universitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes*), comme elle même, Mme et M. Ivar Ekeland, Mme Ghàiss Jasser, Mme Aïda Kronfli, de militants venus de l'AFP (*Association France Palestine*), comme son co-président, Maurice Buttin, et de bien d'autres personnalités, comme le professeur Jacques Milliez, le colonel Jean-Louis Duclos, etc. avait été précédée d'un **texte fondateur, publié le 15 juillet 1996.**

Celui-ci (voir au verso du n°) partait d'un constat quasi prémonitoire. Je cite : « *Fruit d'un demi-siècle d'ambiguïté diplomatique, d'évaluations erronées et de violences impunies, la situation des peuples du Moyen-Orient est dramatique. Au delà de la crise des rapports israélo-palestiniens toujours centrale, d'autres pays voisins sont fortement menacés. En France, l'opinion est soumise à une intimidation intellectuelle d'un rare acharnement (...).* ». Ne voyons pas, presque chaque jour, les dirigeants du CRIF (*Conseil Représentatif des Institutions juives de France*) - organisme plus israélien que les Israéliens ! - amalgamer d'une manière scandaleuse « *antisémitisme* » - que tout homme épris de liberté doit combattre, et « *antisionisme* », alors que tout homme épris de la liberté du peuple palestinien occupé devrait de même combattre le sionisme.

Ce texte fondateur insistait sur la nécessité de « *dénoncer l'impunité de l'Etat d'Israël et ses justifications fallacieuses ; d'appliquer les critères du droit commun au jugement de sa politique* », ce qui était « *non seulement servir la paix, mais rendre justice aux peuples arabes et faire honneur aux citoyens israéliens* ».

Le texte précisait que « *Dans le respect de la diversité de nos opinions politiques, philosophiques et religieuses, la démarche du Comité entend se fonder sur une triple détermination de principe : démocratique, laïque et rigoureusement attachée à la Déclaration universelle des Droits (de l'Homme). C'est pourquoi, tout en condamnant les horreurs du génocide nazi, nous refusons la sacralisation de l'Etat juif, sur fond de culpabilité et de chantage systématique à l'anti-sémitisme. (...) Nous dénonçons l'attitude des puissances « occidentales » et leur inféodation aux intérêts de l'hégémonie des Etats-Unis dans la région* ».

Le texte concluait : « *En agissant de la sorte le Comité de Vigilance est convaincu d'apporter sa contribution à l'avènement d'une paix réelle et durable au Moyen-Orient, fondée sur des accords respectueux des décisions des Nations Unies, librement négociée, démocratiquement ratifiés et internationalement garantis* ».

D'aucuns se sont demandés, pourquoi une « *paix réelle* », alors que tous les appels, les documents, les déclarations, évoquent une « *paix juste* » ? Si le CVPR PO a choisi les termes « *paix réelle* », c'est tout simplement, à la demande d'un membre du futur C.A., Mme Aïda Kronfli, qui a fait remarquer, lors des premiers débats préparatoires au texte fondateur, que, pour elle, palestinienne, la paix ne serait jamais « *juste* », parce qu'elle ne pourra pas retourner chez elle, à Haïfa, ville palestinienne depuis des siècles, devenue israélienne.

**Me Maurice Buttin, président du CVPR PO**

### LE PREMIER BUREAU

**Président d'Honneur :** Jacques Milliez

**Président :** Jean-Louis Duclos.

**Vice-présidents :** José Paoli, Georges Labica, Ivar Ekeland, Raymond Du Moulin

**Secrétaire Générale :** Bèr'a Adli-Bloch

**Trésorière :** Mme Ekeland

### LES PARRAINS du CVPR PO

**A travers les années, le Comité de Vigilance a bénéficié de l'appui de nombreuses personnalités.**

**Si aujourd'hui** M<sup>rs</sup> Guy Aurenche, Luc Beyer de Ryke, Guy Bois, Albert Bourgi, Rony Brauman, Régis Debray, Jacques Fournier, M<sup>mes</sup> Françoise Germain-Robin, Gisèle Halimi, M<sup>rs</sup> Pierre Joxe, Géraud de La Pradelle, M<sup>me</sup> Agnès Levallois, M<sup>rs</sup> Jean-Marc Lévy-Leblond, André Miquel, Régis Morelon, Edgar Morin, Jean-Claude Petit, Jack Ralite, Rushdie Rashed, M<sup>me</sup> Danièle Sallenave, M<sup>r</sup> Alain Ternoire sont toujours des nôtres,

**En revanche, nous ont quittés**, les regrettés, Jacques Chatagner, Claude Cheysson, Robert Davezies, Jacques de La Ferrière, Stéphane Hessel, Georges Labica, J.M. Lambert, Louis Odru, José Paoli, Pierre Pradier, Madeleine Rebérioux, Philippe Rebeyrol, Paul Ricoeur, P. Rouillon, Pierre Vidal-Naquet.

N° 1 - Avril 1997

Lettre aux adhérents par  
José PAOLI, vice-président

**C**HERS amis, l'évolution de la situation au Proche-Orient durant ces derniers mois a malheureusement montré combien était justifiée la mise sur pied de notre Comité de vigilance et combien est nécessaire le changement radical des comportements à l'égard de la crise auquel il appelle. La constatation que les moyens dont nous disposons sont des plus limités n'en est que plus préoccupante. Nous ne relâcherons pas pour autant nos efforts.

La première chose que nous nous proposons de faire, la publication dans au moins un des principaux journaux parisiens de notre texte fondateur, s'est avérée très coûteuse eu égard aux fonds que nous avons réunis. Nous avons approché un certain nombre de journaux dont nous pensions qu'ils accepteraient d'annoncer la création de notre Comité. Aucun ne l'a fait. C'est pourquoi nous avons décidé de faire paraître cette annonce à titre onéreux en complétant les fonds dont nous disposons par des contributions personnelles des membres du Bureau.

**(...) Un groupe parmi nous a rencontré, le 31 janvier dernier, Madame Leila Shahid, et a pu avoir avec elle un intéressant échange de vue. Représentant à Paris l'Autorité palestinienne (...), nous nous sommes retrouvés avec elle pour estimer urgente l'action à mener auprès de tous ceux qui peuvent influencer sur l'attitude gouvernementale, hommes politiques et en particulier membres des assemblées élues, afin que la France demande la suspension de la ratification du projet d'accord d'association entre l'Union européenne et Israël tant que ce dernier ne se sera pas mis en règle avec le droit international sur des points aussi importants que l'extension de la colonisation, le blocus imposé aux Territoires occupés et le respect du statu quo à Jérusalem. (...)**

## Comment Netanyahu voit l'avenir (dès 1996 !)

L'ambassade d'Israël a diffusé une interview de Benyamin Netanyahu à "Ha'aretz", en date du 22 novembre 1996, dans laquelle il formule on ne peut plus clairement ses positions qui sont, sans surprise, celles du nationalisme pur et dur hérité de Jabotinsky et des sionistes extrémistes du début du siècle. *« Les Juifs, explique-t-il, ont droit à toute la terre d'Israël, à laquelle ils sont liés depuis des millénaires. Il n'est pas question pour eux de se couper d'Hébron, pas plus que*

*d'aucun des "sites historiques du peuple juif", mais seulement de redéployer leurs forces de façon à mieux protéger les colonies.*

*« Les Palestiniens, eux, sont de nouveaux venus. Leur nationalisme n'est qu'une branche du nationalisme arabe, et la confrontation n'a pas lieu seulement avec eux, mais avec tous les Arabes. Ils jouent un rôle similaire à celui des Allemands des Sudètes dans la Tchécoslovaquie de 1938. Il n'est pas possible de leur donner le droit d'autodétermination en Judée et Samarie sans courir le risque de voir les Arabes d'Israël même en demander autant. Heureusement, estime M. Netanyahu, les Israéliens ne sont pas si divisés qu'il paraît, car même ceux qui acceptent l'idée d'un Etat palestinien le font en y mettant tellement de conditions qu'il ne s'agit plus au bout du compte d'une véritable souveraineté. » (...)*

## Des Travailleurs au Likoud, ça change quoi ?

Il faut reconnaître au Premier ministre du Likoud le mérite d'une franchise que n'avait pas son prédécesseur travailliste. Un rapport du Bureau central des statistiques israélien, publié juste avant les dernières élections indiquait que, malgré la suspension formelle des implantations, le nombre des colons à Gaza et en Cisjordanie était passé entre 1992 et 1996, pendant les années de gouvernement de Rabin et Pères, de 105 300 à 146 000, soit une augmentation de 39%. Le budget affecté à la colonisation (qui prévoit notamment la construction de routes reliant entre elles les colonies et interdites aux Palestiniens) a quasiment triplé durant la même période (de 500 millions de shekels à 1,4 milliard).

La déclaration de principe de 1993, qui proclame que *"les deux parties considèrent la Rive occidentale et Gaza comme formant une unité territoriale dont l'intégrité sera préservée durant la période transitoire"* n'a pas été respectée par les dirigeants de Tel-Aviv, qu'ils soient travaillistes ou membres du Likoud. Depuis la signature de cette déclaration, 80 000 dounams de terres palestiniennes ont été expropriés, de nombreuses habitations palestiniennes ont été rasées au bulldozer et des centaines de kilomètres de routes de contournement ont été construites. Il faut avoir à l'esprit, pour apprécier la controverse en cours sur l'ampleur du redéploiement proposé par la partie israélienne, que deux ans après les accords d'Oslo, 42% de la bande de Gaza et 97% de la Rive occidentale sont toujours sous contrôle israélien. Ces deux zones restent toujours hermétiquement séparées.

## **L'accord de fond entre le Likoud et les Travailleurs est d'ailleurs apparu au grand jour à l'occasion de la mise au point, entre représentants des deux formations, d'une plateforme commune de négociation avec les Palestiniens prévoyant :**

- *le non-démantèlement des colonies* et leur maintien sous souveraineté israélienne, soit par annexion, soit par création de liens spéciaux avec l'État juif ;
- *la transformation de la vallée du Jourdain* en "zone spéciale de sécurité", également par annexion ou par implantation de garnisons ;
- *le maintien de Jérusalem sous souveraineté israélienne*, l'entité palestinienne étant invitée à s'installer dans une localité de la banlieue;
- *le partage "équitable" des ressources d'eau.*

**La création d'un Etat palestinien n'a pas été discutée, le Likoud repoussant catégoriquement une telle éventualité.**

*La continuité de la politique israélienne* s'est fait sentir tout particulièrement à Jérusalem, où l'arsenal des mesures tendant à augmenter la population juive et à diminuer celle d'origine palestinienne a abouti fin 1993 à créer pour la première fois une majorité juive à Jérusalem-Est - 165 500 Juifs contre 160 800 Palestiniens.

**Si l'on ajoute à tout cela le bouclage quasi total des Territoires occupés, instauré par le gouvernement travailliste et maintenu par le Likoud, avec ce qu'il entraîne de difficultés pour les Palestiniens, étouffant toutes les formes de la vie sociale, économique et culturelle en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, on comprend que la différence entre la politique des Travailleurs et celle du Likoud n'est que formelle. (...)**

## **Légitimation de la torture par la Cour suprême israélienne**

Le 14 novembre 1996, la Cour suprême d'Israël a rendu un arrêt qui autorise de fait l'utilisation de la torture sur des détenus palestiniens. Il est de notoriété publique que ces pratiques sont courantes, et d'ailleurs elles avaient déjà reçu l'aval en 1987 de la commission Landau, du nom de l'ancien président de la Cour suprême israélienne, au nom de l'argument de "nécessité". (...). Itzak Rabin, alors Premier ministre, avait justifié cette pratique dans une lettre à la présidente de l'Association médicale israélienne par "le souci de la santé des prisonniers" (sic). (...).

**N° 2 - Octobre 1997**

(...) Nous avons publié le texte fondateur du CVPR PO sous le titre de "Manifeste" dans Le Monde du 6 mai 1997. Cette publicité a coûté plus de 25 000 F. (...) Nous

avons reçu 77 lettres, de qualité. La plupart des correspondants connaissent bien la situation, certains ont occupé de hautes fonctions. Parmi eux, on dénombre quelques Israéliens, dont le cinéaste Eyal Sivan, qui commence sa lettre en nous félicitant pour notre "brillantisime" Manifeste. Il poursuit en s'insurgeant contre l'instrumentalisation du judéocide et conclut : "L'Etat d'Israël doit faire la preuve qu'il mérite de faire partie de la communauté internationale".

Une Israélienne habitant les Etats-Unis se propose de faire publier notre Manifeste dans le Herald Tribune et de l'envoyer à son fils en Israël où il milite dans le mouvement "La paix maintenant". Rony Brauman, un des fondateurs de Médecins sans frontières, nous exprime sa sympathie et adhère à notre Comité. Un ancien haut fonctionnaire de l'ONU, spécialiste du Proche-Orient, approuve le Manifeste et adhère au Comité. (...)

## **Compte rendu du C.A. du 24 mai 1997**

**(Note : nous publions longuement ce C.R., car il montre la justesse d'analyse sur la situation, dès l'époque, des membres du CVPR PO présents à ce C.A.)**

Seize membres du CA étaient présents, un a envoyé une contribution écrite. Les élections législatives qui devaient avoir lieu le lendemain ont empêché les autres d'y participer. Nous publions ci-dessous des extraits des interventions suivis d'un commentaire rédigé par M. Raymond du Moulin qui fait le point. (...)

□ **Dominique Ballereau** : Nous sommes dans une impasse totale sur le plan diplomatique. Israël et son allié les Etats-Unis ont complètement bloqué la situation dans le but de gagner du temps pour mieux occuper le terrain. Israël a encore des vues d'expansions territoriales au sud du Liban (eaux du Litani), sur la rive Est du Jourdain et sur le Golan. **Israël n'a pas abandonné l'idée du transfert de populations au-delà du Jourdain, ni sa version atténuée de « la Palestine, c'est la Jordanie ».** Cette hypothèse de « purification ethnique » laisse peser la menace non seulement sur les habitants des Territoires occupés mais aussi sur les Arabes d'Israël. Une paix véritable leur lierait les mains.

□ **Guy Bloch** : Il assimile les Accords d'Oslo aux « Traités inégaux », habillés du terme flatteur de « Processus de Paix ». Face à Israël, Arafat et ses négociateurs sont en position d'infériorité notoire, pieds et poings liés. Il s'ensuit que nous n'avons aucune obligation - et cela, du reste, ne leur serait d'aucun secours - de calquer nos analyses et positions sur les leurs. Cela nous impose la responsabilité de rester à l'écoute de la réalité vécue par les Palestiniens et les autres peuples de la région.

□ **Boutros Hallaq** : Un sondage récent auprès des Palestiniens de l'intérieur pose la question : Sous quelle autorité aimeriez-vous vivre ? Réponses : 8% sous

autorité palestinienne, 37% sous autorité israélienne, et le reste jordanienne. **Oslo est mort, même si on peut le ranimer artificiellement. Les intellectuels palestiniens n'y croient plus, et beaucoup posent la question du retour à l'idée d'un Etat démocratique unique, binational et non pas pour les Juifs seulement.** C'est peut-être le meilleur moyen pour l'intégration des juifs dans la région. En ce qui concerne l'Autorité palestinienne actuelle, il faut réaffirmer notre attachement à la démocratie et à la laïcité. De même qu'un Etat israélien confessionnel raciste et théocratique est inadmissible, une Autorité dictatoriale et corrompue est inacceptable. Pour ce dernier point, c'est aux Palestiniens de s'en occuper.

□ **Ghaïss Jasser** : Je suis d'accord avec B. Hallaq. Moi qui suis franco-syrienne, **chaque fois que je réfléchis à ce problème, j'en arrive à remettre en cause l'Etat d'Israël actuel.** Dans le temps, nous ne parlions que de la Palestine démocratique et laïque. Nous n'avons plus le droit d'en parler, c'est devenu un tabou. Il faudrait peut-être y revenir. D'autre part, il ne faut pas isoler la Palestine du reste de la région. Israël occupe le sud du Liban et le Golan syrien, avec des visées sur l'eau et les terres fertiles. Le Comité ne doit pas tomber dans une certaine timidité par rapport aux conséquences du conflit israélo-palestinien sur l'ensemble du voisinage. La critique de l'Autorité palestinienne ne doit pas être un tabou, mais c'est avant tout une affaire palestinienne. Nous pouvons en parler, mais notre démarche doit être avant tout un soutien aux intellectuels palestiniens.

□ **Bèr'a Adli Bloch** : Depuis près de deux ans, on ne parle plus des résolutions de l'ONU à propos du Proche-Orient. On dit : **il faut qu'Israël respecte ses signatures (Oslo I, Oslo II). Dans le déséquilibre actuel du rapport des forces, ces résolutions étant les principales armes des Palestiniens, des Syriens et des Libanais, il convient de les rappeler aussi souvent que possible.** Toute la région est en état de guerre depuis des décennies : - Aujourd'hui en Palestine, le blocus autour des villes et des villages avec la colonisation et la dépendance économique créent un chômage jamais vu, 45% en Cisjordanie et 60% à Gaza. Les gens cherchent à partir. (...) En plus du chômage, les pressions de tous genres exercées sur la population sont devenues insupportables. Les pays voisins qui encaissent depuis des décennies une situation de guerre sont exsangues (...). Les peuples souffrent et sont découragés. - Celui qui lit les derniers livres d'Henri Laurens sur l'histoire de la région depuis la Campagne d'Egypte jusqu'en 1950, arrive à mesurer le recul des peuples de cette région, qui avançaient résolument vers la modernité. La communauté internationale est comptable de ce recul : partage de la région en petits pays anglophones et francophones et création de l'Etat d'Israël au moment où la Syrie et le Liban accédaient à peine à l'indépendance. Il y a urgence à agir, le déclin des peuples de la région atteint un point de non retour (démobilisation, déstructuration sociale et politique, appauvrissement et

avancée de l'intégrisme). **Il y a urgence aussi côté Israël pour contrer le développement des idéologies fascistes. Il y a urgence enfin car la paix est en danger.** Nous avons toujours dit, au moment de la création du CVPR PO, en réponse à la question : « *Serons-nous utiles ?* » que notre action est susceptible de donner de l'espoir aux Palestiniens, aux Libanais... Cela est de plus en plus vrai. Le Palestinien est aujourd'hui doublement humilié : par le soldat israélien et par le policier palestinien. Notre action pourrait lui apporter un peu d'oxygène. Il faut aussi réfléchir sur la gauche israélienne. Quelles relations pourrions nous avoir avec elle ainsi qu'avec la gauche juive en France ?

□ **José Paoli** : Dans la presse occidentale, on lit des articles qui critiquent la torture pratiquée par Israël contre les prisonniers palestiniens. Le comportement et l'autoritarisme d'Arafat éclipsent les défauts d'Israël. Que vont gagner les Palestiniens ? disent les gens. **L'attitude des Etats arabes est déplorable. On ne les entend pas. Le blocus semble être accepté. Personne n'agit contre cela.**

□ **Hasna Abid** : D'origine algérienne, elle rappelle la tragédie de Sétif. Elle parle de l'Algérie. Pourquoi l'Algérie a-t-elle à ce point été gagnée par l'intégrisme ? Ce pays a besoin de moyens pour aller vers la paix. Les promesses d'aides par les Etats-Unis et l'Europe n'ont pas été tenues. Il y a régression sur les plans interne, économique et politique. Il faut soutenir les intellectuels palestiniens. Mais les peuples arabes, dans leur ensemble, sont en régression : intégrisme, sous-développement. Le rôle historique de l'OLP n'est pas à remettre en cause. **Il faut dénoncer les institutions financières internationales ainsi que les dictatures (soutenues par l'Occident) et la corruption.**

□ **Louis-Jean Duclos** : Il dit être impressionné par la qualité des interventions. Il n'a presque rien à ajouter. Il est atterré et consterné par le spectacle de la région : histoire, état économique, inégalités sociales scandaleuses. **Nous sommes devant un processus historique quasi centenaire qui reste un défi permanent au droit international.**

□ **Jacqueline Olivier** : Il faut savoir si les accords d'Oslo sont dépassés. Notre stratégie en dépend. Nous devons nous interroger sur la véritable stratégie israélienne. **Israël est un Etat artificiel, il dépend des fonds américains et souffre de contradictions intérieures et de problèmes démographiques. Un Etat unique (binational), j'y crois aussi et je ne vois pas d'autres solutions.** Dans notre action, je veux donner mauvaise conscience aux sionistes de France et particulièrement à ceux qui, parmi eux, se disent croyants. La planète va mal, elle a besoin, pour la survie de l'humanité, des principes des trois grandes religions monothéistes. Le conflit du Proche-Orient constitue un abcès au cœur des relations interreligieuses. Par là même, il concerne toute la communauté internationale.

❑ **J.-B. Sanchez** : Les problèmes politiques, et singulièrement ceux du Proche-Orient, sont rattachés à la géopolitique. Israël est le gendarme américain sur le pétrole du Moyen-Orient. Le conflit est lié à l'impérialisme américain en Méditerranée et au système planétaire global. Pour notre stratégie, nous devons intégrer des notions qui dépassent celles seuls des droits de l'homme.

❑ **Guy Bois** : Tout a été dit par les premiers intervenants. Sous quelques réserves, on peut proposer un diagnostic.

- Les accords d'Oslo, c'est une affaire de dupes. On pouvait s'en apercevoir dès le début. Aujourd'hui, c'est sûrement dépassé. - Nous sommes devant une impasse. - La thèse du transfert est à retenir avec nettoyage ethnique progressif. C'est une nouvelle étape. - Action : il faut en priorité faire connaître sur quoi ont débouché 50 ans d'Etat d'Israël. Peut-on encore militer pour un état laïc et démocratique, aujourd'hui utopique ? Cela peut-il être dangereux ?

❑ **Georges Labica** : Il faut se féliciter que ce débat ait eu lieu. Je partage tout ce qui a été dit. Mis par écrit, on aurait un texte de qualité avec des nuances intéressantes. Aucun d'entre nous n'avait approuvé Oslo. Dans la situation actuelle, nous sommes après Oslo. **La paix ne dépend ni de la politique, ni de nos efforts. Elle dépend de la nature de la situation : ces confettis, ces Bantoustans, cela ne peut pas tenir, c'est absurde.** Même pour Israël, la situation actuelle stoppe son développement. La réaction peut venir des capitalistes israéliens (perte économique et effort militaire), mécontents que l'ambiance créée par Oslo ait changé. Notre rôle est d'agir sur l'opinion française. Nos exigences laïques et démocratiques ne doivent pas faire d'exception. Si on regarde l'Irak, le Liban jusqu'au Maghreb, partout autoritarisme et corruption. C'est le fruit de l'hégémonie d'une seule puissance. Madeleine Albright a décrété que le processus d'Oslo est cassé. L'Etat américain n'a pas réagi. Nous devons pousser la France et l'Europe à jouer leur rôle.

❑ **Thierry Bianquis** : L'échec, reconnu par les Etats Unis, du processus prévu à Oslo pour mettre fin aux hostilités entre Israël et son milieu géographique au Moyen-Orient, contraint les nations européennes et en particulier la France à se lancer dans une action positive pour la paix. (...) Le problème du rapport citoyen dans ces pays entre judaïsme et sionisme comme entre islam et islamisme devrait être franchement abordé à cette occasion afin que l'on sorte enfin de cinquante années de non-dit et du soupçon réciproque.

❑ **Bèr'a Bloch propose une stratégie** : (...) Je rêve d'un groupe qui, tournant le dos à la realpolitik, essaierait, à travers une réflexion fondamentale, de chercher ce qui est juste et nécessaire pour construire une paix réelle. La réflexion doit relever de l'histoire, du droit, de la sociologie et de l'économie. On peut écrire des articles, organiser des conférences et des colloques. Notre action doit être avant tout dirigée vers l'opinion publique française. Mais

elle est d'autant plus utile qu'elle est portée à la connaissance des Palestiniens, des Syriens et des Libanais. (...) Nous faire connaître au Proche-Orient peut donner de l'espoir et aider les bonnes volontés à propulser une nouvelle dynamique d'émancipation dans cette région.

❑ **Ghaïss Jasser** déclare être d'accord avec B. Bloch. Elle dit qu'il ne faut pas être frileux dans notre groupe. Il faut aussi parler des intégrismes religieux. Hamas est une réponse à l'intégrisme juif en Israël. Il ne faut pas écarter le débat religieux car justement, nous sommes des militants laïcs.

❑ **Propositions d'actions concrètes par Georges Labica** :

- Nécessité de nous faire connaître dans la presse française et étrangère.
- Publication régulière du « *Courrier du CVPR* ».
- Constitution d'un comité de parrainage.
- Lettres à adresser aux nouveaux présidents des groupes parlementaires.
- Préparer un colloque sur le Cinquantième anniversaire du partage de la Palestine (...)

❑ **Contribution en forme de conclusion adressée par M. Raymond du Moulin** : (...) Les vues exprimées ont été assez diverses et des nuances sensibles, parfois même des divergences les séparaient. Je crois, étant donné la grande complexité des questions en débat, qu'une convergence totale de vues n'est guère possible mais qu'il y a un suffisant degré d'accord sur un certain nombre d'idées essentielles pour pouvoir œuvrer ensemble, fructueusement, à la réalisation d'actions concrètes. Je pense que notre Comité doit rester pluriel. Je le vois comme un espace de discussion, d'échanges, d'évaluations, de réflexion en commun, ouvert mais à l'exclusion de tout extrémisme, où se retrouvent des femmes et des hommes de bonne volonté, attachés à la recherche d'une solution politique équilibrée des problèmes qui empêchent le P.-O. d'être une zone de paix et de coopération. Conscients de leurs différences (...) ces femmes et ces hommes feront jouer au Comité un rôle d'information et de dénonciation des atteintes au droit international, aux droits de l'homme, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (...). **Assurément, le rôle du Comité ne devrait pas être seulement « passif ». Le Comité devrait en même temps être aussi offensif que constructif, se comporter en groupe de pression pour promouvoir l'adoption de mesures qu'il juge opportunes pour atteindre les objectifs qui sont les siens et qui d'ailleurs sont également ceux d'autres associations avec lesquelles une liaison et même une coordination sont indispensables.** Il faut que le Comité se crée une large audience, à rechercher surtout au sein des médias et des milieux politiques : une publication de son Courrier, aussi fréquente que possible, sinon régulière, est très souhaitable. L'est aussi parallèlement, l'envoi de lettres qui soient bien ciblées tant pour leur destination que pour leur contenu. (...)

## EDITORIAL

par José PAOLI

**A**U cours des derniers mois, l'horizon du Proche-Orient s'est encore assombri. Le gouvernement de Benyamin Netanyahu a refusé d'infléchir si peu que ce soit sa politique d'empiètements et de faits accomplis dans les Territoires occupés, interdisant tout espoir de faire avancer la paix, et prolongeant le cauchemar dans lequel est plongé depuis si longtemps le peuple palestinien. **Cette situation insupportable sur place s'accompagne de l'incapacité des Occidentaux à mettre en œuvre une riposte efficace. Les Etats-Unis et l'Europe fuient leurs responsabilités et rivalisent de démonstrations d'impuissance.** En France, nous venons d'avoir droit au spectacle affligeant des plus hautes autorités de l'Etat assistant au cœur de Paris à la célébration solennelle de l'anniversaire de la création d'Israël, sans avoir eu un mot pour rappeler à ce dernier les résolutions des Nations unies restées lettres mortes depuis cinquante ans et qui lui font obligation de reconnaître les droits des Palestiniens sur leur propre terre.

Et pourtant, nous nous refusons à désespérer. Le CVPR a multiplié au cours des mois passés les initiatives, et ses efforts ont rencontré un écho qui montre que l'attitude sinon indifférente, du moins résignée du gouvernement, et la frilosité des médias dès qu'il s'agit de critiquer Israël, reflètent mal l'état d'esprit réel de l'opinion dans notre pays. Celle-ci répond en effet de façon encourageante aux appels qui lui sont lancés. (...)

## Suicides à la bombe et Processus de paix. Qui doit-on blâmer ?

par le Dr. Haïdar ABDEL-SHAFI

(...) Si on essaie d'examiner objectivement les circonstances de ces attentats suicides, **on peut dégager quelques remarques** qui aident à identifier les facteurs ayant impulsé ces attentats, et à mieux juger leurs auteurs :

- 1 - **Un peuple occupé a droit à tous les moyens, y compris la lutte armée, pour se débarrasser de son occupant.** Cela dit, je condamne catégoriquement les actions armées aveugles, en particulier celles qui visent des cibles civiles.
- 2 - **Au moment où commençaient les attentats suicides à la bombe, les négociations faisant suite aux Accords d'Oslo entraînent dans une période de piétinements sérieux et le processus de paix avait pratiquement perdu toute crédibilité à cause des violations délibérées par Israël des accords signés,** dans une tentative fiévreuse de manipuler à son avantage le statut final des Territoires occupés. De façon préméditée, Israël s'est opposé de façon permanente au droit des Palestiniens à leur autodétermination, les empêchant d'obtenir un Etat indépendant avec Jérusalem-Est comme capitale. A ceux qui ont été déportés ou expulsés depuis 1948 hors de Palestine, Israël interdit de revenir dans leur pays, contrairement à ce qui est explicitement stipulé dans les Résolutions des Nations unies.

- 3 - **Affirmer que le but des fondamentalistes est de détruire le processus de paix est inexact, puisque celui-ci est virtuellement mort à cause des obstacles que lui oppose l'Etat d'Israël.**
- 4 - L'écrasante supériorité militaire et diplomatique d'Israël, ainsi que l'engagement sincère de l'Autorité palestinienne au processus de paix, engagement qui l'a conduite à étouffer toute forme de résistance à l'occupant, ont fourni des arguments **à des jeunes gens désespérés de la justice et de la loyauté, au point d'avoir eu recours à des attentats suicides, seul moyen à leur disposition pour exprimer leur désespoir.**
- 5 - Une analyse objective de la stratégie et des pratiques israéliennes, face au besoin pressant des Palestiniens d'accéder à une paix juste et durable dans la région, montre que celles-ci sont de nature à provoquer la violence.

**Comment faire pour se sortir d'une situation aussi désastreuse ?** Pour cela, je vais évoquer une expérience personnelle, qui remonte à l'époque où j'étais le président de la délégation palestinienne à la conférence de Madrid, puis de Washington, au début des années 90. A la veille de cette conférence, les fondamentalistes et les partis d'opposition de l'OLP ont appelé les Palestiniens des Territoires occupés à ne pas s'engager dans le processus de paix. Ceux-ci n'ont pas écouté cet appel et se sont rendus à la conférence de Madrid, puis de Washington, montrant ainsi leur désir de paix. Plus tard, ils ont encore manifesté leur attachement à la paix en se rendant massivement aux urnes pour élire leurs députés. Cela constitua un message clair adressé à l'opposition qui adopta alors un profil bas, par respect de l'option politique librement choisie par le peuple palestinien. Pendant les vingt mois que durèrent les négociations de Madrid, puis de Washington, et qui restèrent dans une impasse complète à cause de l'obstruction systématique d'Israël, l'opposition palestinienne n'a commis aucun acte de résistance, **en déférence envers le choix de la majorité. Cela prouve que ni le Président Arafat, ni les Israéliens ne pourront arrêter les attentats suicides à la bombe. Mais seulement le peuple palestinien en général, lorsqu'il aura acquis une authentique confiance dans un processus de paix crédible et irréversible.**

(1) député de Gaza. Pt. du Croissant rouge palestinien. Pt. de la délégation palestinienne à la conférence de Madrid et de Washington

## L'action du CVPR PO

### Bilan des actions d'octobre 97 à juin 98 par Bèr'a Adli-Bloch

- 1 - **Plan de partage de la Palestine : colloque du 6 décembre 1997 à la Sorbonne**

Préparé par les seules forces du CVPR, ce séminaire, présidé par l'ancien ministre des Affaires extérieures, Claude Cheysson (...) a fait salle comble (plus de 200 personnes). D'excellentes interventions historiques et juridiques apportèrent des informations nouvelles, entre autres sur les travaux des "nouveaux historiens" israéliens et leurs conclusions à propos de l'expulsion des

Palestiniens en 1948 et en 1967, ainsi que des précisions sur la validité juridique du partage de la Palestine.(...)

Le dernier débat devait commencer lorsqu'un commando d'une dizaine de membres du Beitar, en jeans et blouson, a fait irruption, en haut de l'amphi, en hurlant : « *Depuis 1948, il n'y a plus de Palestine, il n'y a plus qu'Israël, vous n'avez pas le droit de parler de Palestine* ». (Sic !) Puis vite, ils ont sorti de leurs blousons des bombes lacrymogènes, et aspergé l'amphi, atteignant jusqu'aux premiers rangs du bas. De même, les appariteurs de la Sorbonne qui tentaient de leur barer le chemin, ont été violemment frappés.

## 2 - Pour une paix réelle au Proche-Orient : Conférence débat du 16 mars 98 au Sénat

Initiée par le CVPR avec le soutien de l'Association Française des Juristes Démocrates (AFJD)

## 3 - 1948-98, le conflit israélo-arabe 50 ans après : Colloque des 20 et 21 mars à l'IMA

Quelques jours plus tard, le CVPR participait, avec l'Institut du monde arabe, avec l'Institut du monde arabe, l'Association française des juristes démocrates, la Revue d'études française des juristes démocrates et la Revue d'études palestiniennes, à un colloque organisé en commun qui a, lui aussi, fait salle comble et a été l'occasion d'échanges passionnés et passionnants. L'urgence de la reconnaissance de l'Etat palestinien par la France, idée lancée depuis longtemps par les Juristes Démocrates, (...) présentée le 16 mars au Sénat, a été reprise par Mme Monique Chemillier-Gendreau (...) le 21 mars, relançant ainsi la décision du 16 mars. La nécessité de traduire Israël devant le Tribunal Pénal des Nations unies - qui, nous l'espérons, verra le jour bientôt - a été évoquée comme une initiative nécessaire et possible. Un appel pour agir dans ce sens a été adopté à l'unanimité par tous les participants présents au colloque. (...) « *Seuls les Palestiniens détiennent le pouvoir de faire advenir la légitimité d'Israël* », tels sont les derniers mots extraits de l'intervention de Mme Monique Chemillier-Gendreau, lors de la séance juridique du vendredi 20 mars. Les Palestiniens sont en droit de construire leur Etat, dont la légitimité n'a nullement besoin de l'accord d'Israël.

## 4 - Campagne pour le Droit au Retour

Dès la première réunion du nouveau Bureau, en janvier dernier, le CVPR a pris la décision de soutenir la Campagne pour le Droit au Retour. Il a signé l'Appel et a adressé une participation financière. Nous avons activement pris part aux actions publiques organisées par ce mouvement.

- Conférence de presse du 29 avril sur le Parvis des Droits de l'Homme au Trocadéro. (...) Elle a été improvisée afin de protester contre la participation du Président de la République, du Premier Ministre et de 15 membres du gouvernement aux arrogantes célébrations qu'organisait l'ambassade d'Israël en France dans les jardins du Trocadéro le 30 avril, pour le cinquantième anniversaire de la création de l'Etat d'Israël. Un groupe compact de militants, provenant de plusieurs mouvements associatifs et culturels, s'est retrouvé sur les marches du Parvis des Droits de l'Homme à 11 h. L'accès au Parvis leur a été interdit, invoquant des raisons de sécurité liées à la préparation de la cérémonie israélienne du lendemain. Etaient aussi présents quelques

journalistes de la presse écrite et orale (...). Malgré la situation matériellement peu confortable, cette conférence de presse a duré une heure. Ont pris la parole MM José Paoli, Georges Labica, Maurice Buttin, Jacques Gaillot, Abraham Serfati, ainsi que des représentants des milieux artistiques et associatifs. Nous publions en Annexe VIII le communiqué de presse que le CVPR a distribué, et que Madame Bèr'a Adli-Bloch a lu à cette occasion.

## Annexe I

### LE PARTAGE DE LA PALESTINE

(Extraits de l'intervention à deux voix faite par MM. Albert Bourgi et Pierre Weiss au séminaire organisé par le CVPR le 6 décembre 1997 à la Sorbonne)

□ **Albert Bourgi** : Sur la question de la responsabilité des Arabes : si l'on tient compte du peu de cas fait par Israël de toutes les décisions de l'ONU, on voit que mettre en avant la responsabilité des Arabes en 1947 ne sert qu'à conduire à une impasse. La Charte de l'ONU ne permet pas à l'Assemblée Générale d'examiner la question du partage sans l'accord du pays sous Mandat (article 77). (...) Il est légitime de se demander si l'Assemblée générale de l'ONU était en droit de décider le partage.

□ **Pierre Weiss** : Les pays arabes avaient une position juridiquement très solide. Au cours de la session sur l'avenir de la Palestine, ils ont proposé une motion : retrait des Britanniques et déclaration d'indépendance de la Palestine. Juridiquement, cette proposition était solide car il s'agissait d'un Mandat de type A qui implique que le pays sous Mandat est un Etat, donc ayant vocation à être indépendant. Or, cette motion a été rejetée. La décision du partage exige que chacun des Etats adopte une constitution qui garantisse les Droits de l'Homme. Or, Israël n'a pas jusqu'ici de constitution. De plus, certaines lois israéliennes, comme celle de donner le droit à tout Juif du monde de devenir citoyen israélien, ou la loi sur les biens des absents, sont en contradiction avec les Droits de l'Homme. Les Etats qui ont voté contre le partage, ont voté pour une contre-proposition prévoyant un seul Etat avec la même nationalité pour tous.

Quatre failles dans l'édifice juridique construit par l'ONU :

- 1 - Incompétence de l'ONU pour superviser les mandats (article 77).
- 2 - Discordance entre le plan de partage et les dispositions des articles du Mandat qui engagent le Grande-Bretagne à garantir l'unité territoriale de la Palestine.
- 3 - Absence de toute consultation des populations sur leur avenir, contrairement aux exigences de la Charte de l'ONU.
- 4 - Caractère non contraignant des décisions de l'Assemblée générale de l'ONU.

Or, c'est bien ce plan de partage qui, jusqu'à aujourd'hui, reste le principal document de "légitimation" de l'Etat d'Israël. La légitimité des droits des Palestiniens est évidente. En la niant, Israël nie sa propre légitimité.



# Gaza et le proche avenir



par Gideon LEVY

**J**OURNALISTE israélien, membre de la direction du quotidien *Haaretz*, Gideon Levy, occupe une place particulière

dans la presse israélienne, celle de l'imprécateur. Ses éditoriaux et ses chroniques sont autant d'actes d'accusation contre la politique d'occupation et de colonisation de son pays à l'égard des territoires palestiniens. Il est l'un des rares journalistes à s'être dressé contre la guerre à Gaza. De passage à Paris, où il présentait le recueil de ses articles publié par Éric Hazan (1), il a accordé une longue interview à Françoise Germain-Robin, paru dans *L'Humanité* du 3 février 2010. Nous le publions avec l'autorisation de l'auteur.

## ● D'où vient cet amour pour Gaza que vous proclamez ? C'est plutôt à contre-courant en Israël

- Ce que j'aime, c'est le peuple de Gaza. C'est un peuple que je trouve très beau. Parce qu'il a tant souffert, depuis si longtemps, et qu'il a su, dans cette misère et ces humiliations qu'on lui a imposées, garder sa dignité et son humanité. La plupart des habitants de Gaza sont des réfugiés de 1948, il ne faut pas l'oublier. Ils ont vécu depuis des décennies des choses horribles et ils ne se sont pas brisés. Ils ne sont pas des grands combattants – de toute façon, que peuvent-ils faire contre la puissance de l'armée israélienne ? Mais ils résistent en essayant, malgré tout ce qu'ils endurent, de mener une vie normale. Dans ce grand camp de concentration qu'est la bande de Gaza, ils sont très pauvres, mais ils restent humains et chaleureux. Ils sont enfermés mais ils restent ouverts aux autres.

## ● Comment expliquez-vous qu'ils aient voté en majorité pour le Hamas ?

Parce qu'ils étaient déçus par le Fatah et l'OLP, qui ne leur avaient pas apporté la paix promise, ni la sécurité, ni la fin de l'occupation. Le Hamas était la seule alternative. Les dirigeants du Hamas se présentaient comme plus propres. Ils se donnaient l'image de véritables résistants alors que le Fatah continuait d'accepter des négociations vides de contenu, « pour la galerie », avec Israël. À mon avis, beaucoup ont voté pour le Hamas à regret, par désespoir, parce qu'ils voyaient l'avenir en noir.

## ● Et vous, comment le voyez-vous ?

- En noir, et même en très noir. Pas seulement pour les Palestiniens. Pour nous, Israéliens, aussi. Il n'y a aucune perspective parce qu'Israël n'a payé aucun prix pour l'occupation et la colonisation des territoires palestiniens. Donc, cela va continuer. Il n'y a pas de pression suffisante pour que cela change, ni de l'intérieur où le camp de la paix est très faible, ni de l'extérieur. Obama a échoué à faire plier Netanyahu et il se désintéresse de la question. L'Europe le suit et ne fait rien. Elle porte une très lourde responsabilité dans ce qui est arrivé à Gaza et dans la poursuite du blocus qui étouffe un million et demi de Palestiniens. Elle leur avait promis qu'il serait levé, qu'il y aurait des fonds et des moyens pour la reconstruction. Il n'y a toujours rien et Gaza est à nouveau complètement oublié. Va-t-il falloir à nouveau des Kassam pour qu'on s'y intéresse ? C'est cela qui est terrible

## ● N'y a-t-il pas un espoir de voir la justice internationale s'en mêler après le rapport Goldstone ?

- Non, les États-Unis vont le bloquer. Le rapport dit qu'il y a eu crimes de guerre, ce qui veut dire qu'il y a des criminels de guerre. Normalement, c'est à Israël de les juger, comme le demande le rapport. Mais Israël refuse et c'est donc au monde de le faire. Où est-il aujourd'hui, ce monde qui a applaudi le juge Goldstone quand il s'occupait des Balkans et du Rwanda ? Pourquoi a-t-il une attitude si différente lorsqu'il s'agit d'Israël ? C'est pourtant le même juge, avec la même compétence et le même sérieux. Mais les Américains ne le laisseront pas aller jusqu'au bout parce qu'ils soutiennent Israël et parce qu'ils ont peur pour eux-mêmes, à cause de leurs propres crimes en Irak et en Afghanistan. Où en sont les négociations pour l'échange du soldat Shalit contre des prisonniers palestiniens, parmi lesquels Marwan Barghouti et peut-être aussi Salah Hamouri ? Je rappelle qu'il y a 11 000 prisonniers palestiniens dans nos prisons qui, pour la plupart, comme Salah Hamouri, n'ont rien fait et sont des prisonniers politiques. En ce qui concerne Barghouti, je ne suis pas sûr qu'Israël accepte de le libérer. Netanyahu le considère comme une menace car il peut devenir un partenaire pour la paix. Je le connais très bien. Nous sommes allés ensemble à Strasbourg et en Espagne après Oslo. C'est un véritable homme de paix, mais il a toujours dit : « Si vous ne voulez pas cesser l'occupation, nous mènerons la lutte armée. » Je crois que lui seul est capable de réunifier les Palestiniens, mais je ne suis pas sûr qu'Abou Mazen tienne beaucoup à le voir libre.

## ● Votre pessimisme est donc total ?

- Non. Je crois qu'il faut être réaliste et croire au miracle. Et aussi qu'il faut agir, qu'il faut continuer de harceler Israël, piquer sa peau d'éléphant en multipliant les campagnes de solidarité, en alertant l'opinion.

(1) « Gaza. Articles pour *Haaretz*, 2006 -2009 ».

## Un homme debout



**N**OTRE ami Stéphane Hessel, membre de notre Comité de parainage nous a quittés à 95 ans passés. C'est une immense perte pour notre CVPR PO et pour notre pays. Il était non seulement la voix de tout un siècle, mais aussi un défenseur acharné de la dignité de la personne humaine, l'une des plus grandes figures de la gauche française. Il faisait à son âge l'admiration de chacun d'entre nous et de tous ceux qui, de près ou de loin, connaissaient son action sur le terrain, ses interventions, ses écrits. N'a-t-il pas remué la terre entière en 2005 avec son petit fascicule, traduit en 25 langues, vendu à plus de 4 millions d'exemplaires, « *Indignez-vous !* ».

Né en octobre 1917 à Berlin, arrivé en France à 8 ans, naturalisé français en 1937, il était reçu à l'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm en 1939. Mobilisé en 1940, fait prisonnier à la débâcle, il s'évadait et rejoignait à Londres le général De Gaulle. Envoyé en mission en France en 1944 il était arrêté par la gestapo et déporté à Buchenwald, d'où il s'évadait.

A la Libération, il entamait une carrière dans la diplomatie qui durera près de quarante années. Il commença par œuvrer au secrétariat général de l'ONU, dont il suivit les travaux de la commission chargée de préparer la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme, signée à Paris le 10 décembre 1948. Il l'évoquera comme « *l'événement clé du siècle... (avec) un très bon Préambule qui comporte tout ce qu'un homme du XXème siècle et du XXIème siècle peut espérer pour lui et ses descendants* ».

En 1951, il entra au ministère des Affaires étrangères représentant la France aux institutions internationales sur les droits de l'homme et les questions sociales jusqu'en 1954, où il rejoindra les équipes du nouveau Premier ministre, Pierre Mendès-France. A sa chute, il partait deux ans au Viet-Nam pour préparer son unification. De retour en France, il était détaché à l'Éducation nationale pendant cinq années comme directeur de la coopération à Paris. En poste par la suite à Alger, de 1963 à 1969, il était chargé de la coopération à l'ambassade de France (c'est là que je fis sa connaissance). Il œuvrait à son retour dans divers organismes des Nations Unies, ou en France à l'Office National pour la promotion culturelle des Immigrés. En 1977, il était nommé ambassadeur auprès de l'ONU à Genève, sa première et dernière ambassade. A l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand en mai 1981, il travaillait avec le ministre des Affaires étrangères, Claude Cheysson, sur la réforme de la politique française au développement et était nommé délégué ministériel pour la coopération et l'aide au développement. Il quittera ce poste avec la démission du ministre délégué à la Coopération, Jean-Pierre Cot. En 1990, appe-

lé par Michel Rocard, alors Premier ministre, il siégeait au Haut Conseil à l'Intégration, organisme nouvellement créé. En 1993, il était chargé de représenter la France à la Conférence mondiale des Nations Unies sur les Droits de l'Homme, à Vienne.

A la retraite, il devenait avant tout un intractable défenseur des droits de l'homme et un militant pour la paix et la dignité de la personne humaine. En 2009, il participait à la création du Tribunal Russell sur la Palestine

### Une conscience internationale

Aux côtés des partisans du fédéralisme, il pensait que la France ne pouvait agir sur le plan international qu'à l'intérieur d'une fédération européenne, avec la réconciliation franco-allemande au cœur de sa propre identité. Il était favorable par ailleurs au développement de l'aide des pays riches aux pays pauvres, et avait des liens profonds d'amitié en Afrique.

### Une conscience politique

Homme de gauche convaincu, il devait rester toute sa vie fidèle aux idées de Pierre-Mendès France, un ami de longue date, et de Michel Rocard. Il fut l'un des fondateurs du Club Jean Moulin, pour défendre les « *valeurs démocratiques* » du Conseil national de la résistance (CNR). Il a toujours soutenu « *l'engagement citoyen* ».

### Une conscience humaine

Issu lui-même de l'immigration, il s'est toujours battu pour le respect des droits des immigrés, voyant tout naturellement dans l'immigration une richesse pour notre pays. L'une de ses luttes marquantes le fut au service des sans papiers. Les dernières années de sa vie ont été marquées par son combat pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien ; pour la fin de l'oppression que subit ce peuple sous l'occupation israélienne.

Interviewer par Claude Caillère, membre du Conseil d'administration du CVPR PO, à son retour d'un de ses séjours à Gaza, il déclarait entre autres : « *La politique d'Israël s'est engagée sur une pente dangereuse. Dangereuse non seulement pour le peuple palestinien, pour l'ensemble du Proche-Orient, mais pour Israël même. Contraindre les responsables politiques à répondre à l'aspiration légitime des populations à vivre dans la paix est l'objectif et la seule voie qui peut conduire à une solution durable et équitable de ce conflit. Plus que jamais, la pression sur les dirigeants israéliens s'impose tant en Israël qu'en France. Plus que jamais ces efforts doivent s'inscrire dans ce combat avec toutes les forces organisées qui s'y investissent. Il en est temps encore* ».

(Cf. « *Courrier du CVPR* » N° 39 - 4<sup>ème</sup> trimestre 2010) « *Aspiration légitime des populations à vivre dans la paix* ». Pour Stéphane Hessel, populations palestiniennes et israéliennes, bien sûr ! Quoiqu'en pensent les sionistes purs et durs, Stéphane Hessel était, en effet, un partisan irréductible d'Israël, comme l'étaient, par exemple, Pierre Mendès-France ou Nahum Golmann, président du Congrès juif mondial – considéré en 1974 comme un traître pour avoir rencontré le président Yasser Arafat !

**Maurice Buttin**, président du CVPR PO

# La Nakba



par Maurice BUTTIN

**L**E 15 mai dernier des centaines de milliers de Palestiniens, tant en Palestine occupée que dans les camps dits de « réfugiés » installés dans les pays voisins ont célébré le 65ème anniversaire de la Nakba, le « désastre » ou la « catastrophe ». Causée à l'origine par différents massacres volontairement organisés par la Haganah - l'armée juive secrète constituée en Palestine en 1936/37 - et par les milices juives, avant même la proclamation de l'Etat d'Israël le 15 mai 1948.

Dès le vote du « Plan de partage » de la Palestine par les Nations Unies, le 29 novembre 1947, les chefs de la Haganah avaient mis au point la stratégie : « avertir et intimider » ! Ainsi, un raid lancé le 15 février 1948, contre un petit village paisible de Galilée centrale, Sa'sa, à quelques 20 kilomètres de la colonie juive la plus proche, illustra cette conception : les 20 maisons furent dynamitées avec leurs habitants, faisant des dizaines de victimes. D'autres coups de main du même genre eurent lieu dans la même nuit. . .

Les opérations sérieuses commencèrent peu après avec la mise en application du plan politico-militaire, mis au point par les futurs dirigeants de l'Etat d'Israël, David ben Gourion en tête : le « plan Daleth ». Il s'agissait non seulement d'occuper le territoire donné aux Juifs par le Plan de partage, mais d'étendre cette espace à toutes les colonies situées au-delà. Et, en même temps, de délester le futur Etat du plus grand nombre possible d'Arabes palestiniens, musulmans ou chrétiens.

La mise en application du « plan Daleth » commença dès le 31 mars 1948 par l'opération Nahshon ayant pour but d'ouvrir un passage entre Tel-Aviv et Jérusalem. La bataille du village de Qastal fut perdue par les résistants palestiniens, très mal armés, et Abdelkader Al-Husseini, le cousin du Grand mufti y trouva la mort le 8 avril.

Le plus connu des massacres, jamais oublié par le peuple palestinien, fut celui du village paisible de Deir Yassin, à quelques vingt kilomètres du centre de Jérusalem, dans la nuit du 9 au 10 avril 1948. L'attaque de l'Irgoun, dirigé par Menahem Begin - futur Premier ministre d'Israël -, associé au groupe Stern dirigé par Shamir - également futur Premier ministre - causa la mort de 200 à 250 Palestiniens - dont beaucoup de femmes, de vieillards, d'enfants - souvent assassinés à l'arme blanche. Le colonel Meir Pail, témoin du mas-

sacre, a relaté : « Il était midi quand la bataille se termina. Le calme régnait mais le village ne s'était pas rendu. Les irréguliers de l'Irgoun et du Stern sortirent de leurs caches et commencèrent les opérations de nettoyage. Faisant feu de toutes leurs armes, ils balançaient également des explosifs dans les maisons. Ils abattirent ainsi toutes les personnes qu'ils y trouvèrent, y compris les femmes et les enfants. Par ailleurs, près de vingt-cinq hommes qui avaient été sortis de chez eux furent chargés dans un camion pour une parade à la romaine, à travers les quartiers de Mahahneh Yehuda et Zakron Josef de Jérusalem Après quoi ils furent emmenés dans une carrière de pierre et là, abattus de sang-froid » (1).

Ce massacre fut suivi, comme dans bien d'autres endroits, de la destruction complète du village. Plus de 500 en tout ! Aussi, outre cet acte criminel - comparable au massacre d'Oradour-sur-Glane, village non loin de Limoges, 4 années auparavant, le 10 juin 1944, par un détachement de l'armée allemande en retraite, mais qui fit plus de victimes, 642 - le « message » causa un signal de terreur aux villages voisins et marqua le début de la fuite massive des Palestiniens saisis de panique.

Et finalement, au lendemain de la guerre israélo-arabe de 1948/49, perdue par les Etats arabes, engagés dans la lutte après le 15 mai 1948, des 800.000 Palestiniens, qui vivaient dans les territoires donnés aux futurs Israéliens par l'ONU et ceux occupés au-delà, il n'en resta que 125.000 environ. Les autres, en très grande majorité, avaient été chassés. Selon l'historien israélien Benny Morris lui-même : « Deir Yassin fut un facteur décisif dans l'évacuation générale ». Il faut dès lors cesser d'évoquer les Palestiniens « ayant dû quitter leurs villes, leurs villages, leurs maisons pour se réfugier dans les pays voisins », mais employer le terme d'« expulsés » - manu militari -, terme utilisé d'ailleurs par Elias Sanbar dans le livre cité.

En même temps, ne l'oublions pas, l'Etat d'Israël devait passer de 55 % du territoire du mandat à 78 %, avant de passer à 100 % en 1967.

Ce nettoyage ethnique n'était autre que la réalisation du scandaleux mythe sioniste, prôné dès la création du mouvement au Congrès de Bâle en 1897 : « Un peuple sans terre pour une terre sans peuple ». Ben Gourion déclara beaucoup plus tard : « Une terre avec des Arabes dessus et une terre sans Arabes sont deux terres de type différent » (2).

Et 65 ans après, la Nakba palestinienne se poursuit : occupation, colonisation, répression, destruction de maisons, expulsions des Palestiniens de Jérusalem, programme d'expulsion de 70.000 bédouins du Néguev...

(1) Yediot Aharonot du 4 avril 1972, cité par Elias Sanbar, aujourd'hui ambassadeur de Palestine auprès de l'UNESCO, dans son remarquable ouvrage Palestine 1948

(2) Rebirth and Destiny of Israël, Philosophical Library, New York. 1954

## « Oslo » : échec et mat

VINGT ans ont passé depuis les Accords d'Oslo et l'Etat palestinien, encore occupé, n'est toujours reconnu, ni par Israël, ni par les grands Etats occidentaux, dont le nôtre en particulier !

Au lendemain de la victoire des Etats-Unis sur l'Irak pour libérer le Koweït, le président George Bush senior prononçait, le 11 septembre 1990, un discours au Congrès, d'où j'extrait : « *Nous nous trouvons aujourd'hui à un moment exceptionnel et extraordinaire. De cette période difficile (...) un nouvel ordre mondial, peut voir le jour : une nouvelle ère (...) plus forte dans la recherche de la justice et plus sûre dans la quête de la paix* ». Il était d'autant plus enclin à l'affirmer que l'URSS s'était écroulée en 1989 et que son pays demeurait la seule superpuissance mondiale. Peu après, fort de ces beaux principes, il décidait de s'occuper de la résolution du conflit israélo-palestinien.

La première « *Intifada* » ou « *Guerre des pierres* » avait précédé, déclenchée spontanément par les Palestiniens, en décembre 1987. Ce soulèvement non violent était très durement réprimé par le général Yitzhak Rabin, alors ministre de la Défense, d'un gouvernement d'Union nationale. Il entraînait, néanmoins, le 30 juillet 1988, l'abandon de toute prétention de la Jordanie sur la Cisjordanie (annexée en 1949). Puis la proclamation de l'Etat de Palestine, par le Conseil National Palestinien de l'OLP, siégeant en Alger, le 15 novembre 1988 - avec l'acceptation des résolutions 181 et 242 de l'ONU, donc la reconnaissance, de facto, de l'Etat israélien dans ses frontières de 1967. L'OLP tendait ainsi la main à Israël. Mais Israël rejeta cette offre de paix... comme les suivantes !

Le président Bush réussissait, non sans mal, à convoquer divers pays arabes, des Palestiniens - et encore, au sein d'une délégation jordanienne ! - des Israéliens, à une Conférence à Madrid, le 30 octobre 1991. Le premier ministre israélien, Yitzhaq Shamir, ne s'y rendait, selon ses propres dires, que « *pour gagner dix ans* ». (Il en a déjà gagné 20 !).

En dehors de cette réunion, des Israéliens - qui pensaient, pour le devenir de leurs enfants, qu'il fallait mettre fin à ce conflit - et des Palestiniens - qui pressentaient que même la résistance armée ne viendrait pas à bout d'Israël - se rencontraient secrètement en Norvège, à Oslo. Après dix jours de discussion, ils adoptaient une « *Déclaration de principes sur les arrangements intérimaires d'autonomie* », qui stipulait entre autres : « *Il est temps de mettre fin à des décennies de conflit, de reconnaître nos droits légitimes et politiques réciproques (...) et de parvenir à un règlement de paix juste, durable, ainsi qu'à une réconciliation historique* ». Très belle déclaration qui, après la reconnaissance par Israël de l'OLP comme représentant du peuple palestinien, était

concrétisée par la célèbre poignée de mains, le 13 septembre 1993 à Washington, entre Yasser Arafat et le même Yitzhaq Rabin, nouveau Premier ministre d'Israël, sous la tutelle du président étasunien Bill Clinton.

Les Accords d'Oslo prévoyaient une « *période d'autonomie de cinq ans* », en Cisjordanie et à Gaza, pendant laquelle une Autorité palestinienne administrerait la vie des Palestiniens. Ils apparaissaient comme une occasion historique de mettre fin à un conflit durant depuis 45 ans déjà - aujourd'hui 65 ans - sur la base de la reconnaissance des deux peuples et des deux Etats décidés par l'ONU en 1947. Ils étaient accueillis avec une très grande liesse par la plus grande partie du peuple palestinien. Moi-même, naïf sans doute, et méconnaissant pour une fois la duplicité des dirigeants israéliens, j'écrivais, dans le journal *La Croix*, deux tribunes successives relatant cette nouvelle situation : « *Période d'autonomie de cinq ans* » laissait entendre, pour les Palestiniens et pour moi, indépendance de la Palestine après ces cinq ans... Les Accords d'Oslo se caractérisaient, en fait, par le plus grand flou et la puissance occupante, Israël, en profitait pour soumettre les Palestiniens, jamais admis comme pouvant bénéficier des mêmes droits. Au demeurant, les principales questions - Jérusalem, les Réfugiés, le tracé des frontières, les colonies - avaient été laissées pour des négociations ultérieures.

Cela devait se révéler dans le temps une très grave erreur de la part des Palestiniens. Certains l'avaient pressentie dès octobre 1993. (Lire, en particulier, dans notre dossier « *Les Accords d'Oslo* » les articles du grand écrivain Edward Saïd et de notre adhérent Francis Grisfin.). Yitzhaq Rabin conscient de l'immense abandon des Palestiniens en 1988, était prêt, croyait-on, à tort, semble-t-il à échanger les territoires de la Palestine occupée depuis 1967 contre la paix avec le peuple palestinien.

Un « *accord intérimaire sur la Cisjordanie et la bande de Gaza* » ou « *Oslo II* » était signé le 28 septembre 1995 à Washington, c'était pourtant trop pour des généraux et des rabbins en délire, des hommes de droite et d'extrême droite décharnés. A la Knesset même, Benyamin Netanyahu, l'actuel Premier ministre, dénonçait Rabin : « *le vendeur d'Israël, comme une marchandise...* ». Et, Rabin était assassiné le 4 novembre 1995 par un jeune étudiant extrémiste de droite, Yagal Amir mettant fin à tout espoir de paix. Même si quelques villes furent théoriquement libérées en 1995/1996 et l'Autorité palestinienne constituée, sous la direction du président élu Yasser Arafat.

Mon éditorial du numéro 39 du *Courrier du CVPR* de décembre 2010 : « *Ils ont assassiné la paix* » se terminait ainsi : « *Quinze années après, nous pouvons constater qu'ils ont, en effet, assassiné la paix, très certainement pour des années* ». **Oui, échec et mat, et je peux l'affirmer tant que la politique sioniste du gouvernement israélien perdurera.** Pour autant, redresser la situation n'est pas impossible - dans l'intérêt même, à la longue d'Israël. Il faut, pour cela, que les dirigeants occidentaux aient un peu plus de courage et se décident à mettre fin à l'impunité de l'Etat israélien.

**Maurice Buttin, président du CVPR PO**

Le célèbre journaliste israélien Gédéon LEVY appelle au boycott d'Israël

## Le refuge ultime du patriote israélien : le boycott

**QUICONQUE s'inquiète réellement de l'avenir du pays doit maintenant être en faveur du boycott économique. Une contradiction dans les termes ? On a examiné les alternatives. Le boycott est le moindre mal et il pourrait avoir des effets bénéfiques de portée historique. C'est l'option la moins violente et celle qui a le moins de chances d'aboutir à un bain de sang. Elle serait douloureuse, comme les autres, mais les autres seraient pires.**

Avec l'entrée d'Israël dans une nouvelle série d'inertie diplomatique, l'appel au boycott économique devient une exigence patriotique. Si l'on convient que le statu quo actuel ne peut durer toujours, c'est l'option la plus raisonnable pour convaincre Israël de changer. Son efficacité a déjà été prouvée. De plus en plus d'Israéliens ont pris conscience récemment de la menace que représente le boycott. Lorsque la ministre de la Justice, Tzipi Livni, alerte sur son développement et appelle, en conséquence, à sortir de l'impasse diplomatique, elle apporte une preuve de la nécessité du boycott. Elle et d'autres rejoignent ainsi le mouvement boycott, désinvestissement, sanctions. Bienvenue au club !

Le changement ne viendra pas de l'intérieur. C'est clair depuis longtemps. Tant que les Israéliens ne paient pas le prix de l'occupation, ou tout du moins ne font pas le lien entre la cause et l'effet, ils n'ont aucune raison d'y mettre fin. Et pourquoi le résident lambda de Tel Aviv devrait-il se soucier de ce qui arrive dans la ville de Jénine en Cisjordanie ou dans la bande de Gaza ? Ces endroits sont très éloignés et pas particulièrement intéressants. **Tant que l'arrogance et l'auto victimisation continuent au sein du Peuple Elu, le plus élu du monde, toujours la seule victime, la situation réelle du monde n'y changera rien,** (ndlr : souligné par nous).

Nous disons que c'est de l'antisémitisme. Le monde entier est contre nous, sans que nous ne soyons responsables de son attitude à notre égard. Et par-dessus le marché, en dépit de tout, le chanteur anglais CM Richard est venu se produire ici. L'opinion publique israélienne est pour l'essentiel coupée de la réalité – la réalité dans les territoires et à l'étranger. Et il y a ceux qui veillent à ce que cette déconnection dangereuse se maintienne. Parallèlement à la déshumanisation et à la diabolisation des Palestiniens et des Arabes, les gens ici sont trop soumis à un lavage de cerveau nationaliste pour retrouver leurs esprits.

## Le prix de l'occupation à payer

Le changement ne viendra que de l'extérieur. Personne - y compris bien sûr l'auteur de ces lignes - ne souhaite un nouveau cycle sanguinaire. Un soulèvement palestinien non-violent est une possibilité mais il est peu probable à court terme. Ensuite, il y a la pression diplomatique américaine et le boycott économique européen.

Mais les Etats-Unis ne vont faire aucune pression. Si l'administration Obama n'en a pas fait, aucune autre Administration n'en fera.

Et puis l'Europe. La ministre de la justice Tzipi Livni dit que le discours en Europe est devenu idéologique. Elle sait de quoi elle parle. Elle a aussi dit qu'un boycott européen ne s'arrêterait pas aux produits des colonies de Cisjordanie. Il n'y a aucune raison qu'il s'y arrête. La distinction entre les produits de l'occupation et les produits israéliens est une création artificielle.

**Ce ne sont pas les colons qui sont les principaux coupables mais plutôt ceux qui cultivent leur existence. Tout Israël est immergé dans l'entreprise de colonisation, alors tout Israël doit en assumer la responsabilité et payer le prix pour cela. Tout le monde est impliqué dans l'occupation, y compris ceux qui ont envie de regarder ailleurs. Nous sommes tous des colons,** (ndlr ; souligné par nous)

Le boycott économique a prouvé son efficacité en Afrique du Sud. Quand les milieux d'affaires du régime d'apartheid ont interpellé les dirigeants du pays en leur disant que la situation ne pouvait pas continuer comme cela, le sort en a été jeté. Le soulèvement, la stature de leaders tels Nelson Mandela et Frédéric de Klerk, le boycott des sportifs sud-africains et l'isolement diplomatique du pays ont bien sûr contribué à la chute de l'odieux régime. Mais le ton a été donné par les milieux d'affaires.

## L'exigence de l'appel au boycott

Et cela peut arriver ici aussi. L'économie israélienne ne résistera pas au boycott. Il est vrai qu'au début cela va accroître le sentiment de victimisation, d'isolement et le nationalisme, mais ce ne sera pas le cas à long terme. Le boycott pourrait donner lieu à un changement majeur d'attitude. Lorsque les milieux d'affaires s'adresseront au gouvernement, le gouvernement écoutera et peut-être agira. Quand la détérioration touchera le porte-monnaie de chaque citoyen, davantage d'Israéliens se demanderont, peut-être pour la première fois, de quoi il s'agit et pourquoi cela arrive. Il est difficile et douloureux, presque impossible pour un Israélien qui a passé toute sa vie ici, qui n'a pas boycotté le pays, qui n'a jamais envisagé d'émigrer et qui se sent de tout son être attaché à son pays, d'appeler à un tel boycott. Je ne l'ai jamais fait. J'ai compris ce qui motive le boycott et j'ai pu y trouver des justifications.

**Mais je n'ai jamais appelé d'autres à faire ce pas. Néanmoins, Israël s'engageant dans une nouvelle phase de paralysie profonde tant diplomatique qu'idéologique, l'appel au boycott est une exigence, dernier refuge d'un patriote.** (NDLR: souligné par nous)

# De sa prison, Marwan Baghouti rend hommage à Nelson Mandela

**D**URANT toutes les longues années de mon combat, j'ai eu l'occasion à maintes reprises de penser à vous, cher Nelson Mandela. Et encore plus depuis ma propre arrestation en 2002. Je songe à un homme qui a passé 27 ans dans une cellule, en s'efforçant de démontrer que la liberté était en lui avant qu'elle ne devienne une réalité dont son peuple allait s'emparer. Je songe à sa capacité à défier l'oppression et l'apartheid, mais aussi à rejeter la haine et à placer la justice au dessus de la vengeance.



Combien de fois avez-vous douté de la victoire au bout de ce combat ? Combien de fois vous êtes vous demandé vous-même si la justice pourrait s'imposer ? Combien de fois vous êtes vous interrogé sur le silence du monde ? Combien de fois vous êtes vous demandé si votre ennemi n'allait jamais pouvoir devenir votre partenaire ? A la fin vous ferez la preuve de cette volonté implacable qui fera de votre nom l'une des plus brillantes références pour la liberté.

Vous êtes beaucoup plus qu'une inspiration. Vous aviez bien compris le jour où vous êtes sorti de prison que vous n'étiez pas seulement en train d'écrire l'histoire mais que vous contribuiez au triomphe de la lumière sur la nuit. Et vous êtes alors resté humble.

Et vous portiez une promesse bien au-delà des frontières de votre pays, la promesse que l'oppression et l'injustice seront vaincues et que sera ouverte la voie de la liberté et de la paix. Au fond de ma cellule, je me rappelle sans cesse cette démarche et je poursuis moi-même cette quête, et tous les sacrifices deviennent supportables dans la seule perspective qu'un jour le peuple palestinien puisse accéder aussi à la liberté, à l'indépendance et que ce pays puisse vivre finalement en paix.

## Vous êtes devenu une icône

ce qui a permis l'éclat de votre cause et son rayonnement sur la scène internationale. L'universalité pour contrer l'isolation. Vous êtes devenu un symbole pour tous ceux qui croient que les valeurs universelles sur lesquelles vous fondiez votre combat pouvaient rassembler, mobiliser, pousser à l'action. L'unité est la loi de la victoire pour les peuples opprimés. **La cellule exigüe et les heures de travail forcé, la solitude et l'obscurité ne vous auront pas empêché de regarder au-delà de l'ho-**

**rizon et de faire partager votre vision. Votre pays est devenu un phare et nous, les palestiniens, nous hissons les voiles pour atteindre ses rivages** (ndlr : souligné par nous).

Vous disiez : « *Nous savons trop bien que notre liberté n'est pas complète car il lui manque la liberté des Palestiniens.* » Et depuis l'intérieur de ma cellule, je vous dis que notre liberté semble possible parce que vous avez atteint la votre. L'apartheid n'a pas survécu en Afrique du sud et l'apartheid ne survivra pas en Palestine. Nous avons eu le grand privilège d'accueillir en Palestine, il y a quelques mois, votre camarade et compagnon de lutte, Ahmed Kathrada, qui a lancé, à la suite de sa visite, la campagne internationale pour la libération des prisonniers palestiniens de leurs cellules où une part importante de l'histoire universelle s'écrit, démontrant que les liens avec vos combats sont éternels.

Votre capacité à constituer une figure unificatrice et à conduire le mouvement depuis l'intérieur de la prison, d'être confiant dans l'avenir de votre peuple alors que vous étiez vous-même privé de la capacité de choisir votre destin, constituent les marques d'un dirigeant exceptionnel et d'une véritable figure historique. Je salue le combattant de la liberté, le négociateur et faiseur de paix, le commandant militaire et l'inspirateur de la résistance pacifique, le militant infatigable et l'homme d'Etat.

Vous avez consacré votre vie à la cause de la liberté et de la dignité, de la justice et de la réconciliation, de la paix et de la coexistence. Beaucoup maintenant honorent votre lutte dans leurs discours. En Palestine nous promettons de poursuivre le combat pour nos valeurs communes, et d'honorer votre combat pas seulement par des mots, mais aussi en dédiant nos vies aux mêmes objectifs. La liberté, cher Madiba, l'emportera et vous y avez contribué au plus haut point en faisant de cette idée une certitude.

Reposez en paix et que Dieu bénisse votre âme insoumise.

**Marwan Barghouti**  
*Prison Hadarim, cellule n° 28*

<http://patrick-le-hyarc.fr/du-fond-de-sa-cellule-n28-notre-ami-marwan...>

# Amira Hass : sans changement de politique, « l'Etat d'Israël n'est pas viable »

**C**ORRESPONDANTE du quotidien israélien *Ha'Aretz* dans les Territoires palestiniens, Amira Hass documente l'occupation au quotidien depuis vingt ans. *Courrier international* l'a rencontrée aux Tribunes de la presse, en octobre 2013.

● **En tant que journaliste, considérez-vous que vous avez un rôle à jouer ?**

- Comme je le dis souvent, je surveille le pouvoir. Dans le contrat non écrit entre le journaliste et le public, la surveillance du pouvoir est une mission primordiale. Je ne sais pas si on peut parler de rôle...

Je continue d'espérer qu'en apportant de l'information je permets à certaines personnes en Israël de comprendre à quel point la situation est dangereuse. **J'ai un petit rôle à jouer dans le réseau d'Israéliens qui résistent, les dissidents. Ils ne sont pas nombreux, mais pas aussi peu nombreux qu'on le pense.** (ndlr : souligné par nous)

● **Diriez-vous que les Israéliens ont une connaissance incomplète de ce qui se passe dans les Territoires palestiniens ?**

- Certainement.

● **A qui la faute ? Aux médias, au pouvoir politique, aux gens eux-mêmes ?**

- Ce sont les gens qui ne veulent pas savoir, c'est clair. Parce qu'il y a de nombreux moyens de savoir, et beaucoup de choses à savoir, mais ils préfèrent ne pas savoir.

● **Il est plus facile pour nous de critiquer ce qui se passe ailleurs...**

- Exactement, et d'une certaine façon la presse israélienne est beaucoup plus critique vis-à-vis de l'occupation que ne l'était la presse française à propos de la colonisation en Algérie. La presse israélienne publie beaucoup plus de choses à propos de 1948 et de l'expulsion de quelque 800 000 Palestiniens.

● **Si l'information est rendue disponible et que, malgré cela, le public ne veut pas savoir, comment faire passer le message ?**

- A ce stade-ci, ce n'est plus du ressort des journalistes, mais des militants. Tant que les Israéliens profiteront de l'occupation et ne paieront pas un prix pour elle, ils continueront, exactement comme en Afrique du Sud. Chaque pays a son lot d'injustices, et elles ne peuvent être arrêtées, ou amendées un tant soit peu, que si ceux qui ont causé ces injustices en paient le prix.

● **Quel genre de prix ?**

- Je ne sais pas, il y a différentes façons de payer un prix. Les Américains ont commencé à comprendre ce qu'était la guerre au Vietnam quand ils ont vu revenir des cercueils, pas avant. C'était un peu différent en Algérie. De Gaulle a eu le mérite de comprendre la gravité de la situation, et de voir qu'à long terme la situation n'était pas viable. Il a vu le "prix" que d'autres ne voyaient pas.

● **Peut-on dire, de la même façon, que la situation en Israël n'est pas viable à long terme ?**

- Non, ce n'est pas viable.

● **D'après vous, quelle serait la solution : une solution à un Etat ? à deux Etats ?**

- Vous savez, j'ai une longue liste de mots que je déteste. J'ai commencé par détester "Oslo". Puis "processus de paix". Puis "paix", "réconciliation", "dialogue"... Parce que tous ces mots ont été vidés de tout sens et ont été sujets à manipulation par les autorités israéliennes – mais aussi américaines, européennes, etc. **Pendant que tout le monde parlait de processus de paix, Israël perfectionnait en réalité ses moyens de colonisation et d'occupation** (ndlr : souligné par nous).

- Maintenant, je dois ajouter à cette liste le mot "solution". Car il faut commencer par parler des fondamentaux. J'en vois deux.

Le premier, c'est que deux peuples vivent dans ce pays. Tous deux doivent l'accepter, et tous deux ont des liens très anciens avec ce pays – peu importe que ce soit depuis trois cents ans, cinq mille ans ou plus.

Le deuxième, c'est le principe d'égalité. Sans ça, il n'y a pas de futur sain pour les deux peuples. **Je pense qu'au final les Juifs – ma communauté juive – paieront un prix très lourd si nous ne mettons pas rapidement un terme à cette discrimination** (ndlr : souligné par nous). Mais, en même temps, les Palestiniens doivent accepter que nous ne sommes pas des pieds-noirs, que cette comparaison n'est pas valable. Parce que ce qui a amené les Juifs en Palestine n'est pas simplement le colonialisme, et aussi parce que les Juifs ont des liens religieux avec ce pays. Il ne s'agit pas que de colonialisme ou de profit. De plus, avant les années 1930, la majorité des Juifs préféraient vivre dans la diaspora plutôt qu'en Palestine. Quand les Juifs ont dû partir, les autres pays n'en voulaient pas : l'Europe, le Canada, l'Amérique latine, les Etats-Unis. Donc on ne peut pas expliquer la présence juive en Palestine simplement en termes d'impérialisme. (...)

- **Vous me demandez si une solution à deux Etats est possible ? Imaginez que le monde dise à Israël : c'est l'un ou l'autre, soit vous démantelez toutes les colonies, vous revenez aux frontières de 1967 (y compris Jérusalem-Est), soit nous changeons nos relations avec Israël parce que vous violez des lois internationales de façon scandaleuse. Eh bien d'accord, un demi-million de colons peuvent tout à fait se déplacer de cinq kilomètres, comme beaucoup de gens à travers le monde déménagent.** (ndlr : souligné par nous)

- Pour avoir un seul Etat, il faut que les deux peuples aient la volonté de vivre ensemble, en tant qu'égaux. La solution à deux Etats est donc la plus probable – mais seulement en tant qu'étape. Une étape pour restaurer la raison, éviter la brutalité. Parce que ce que je crains, c'est qu'on atteigne le point d'irréversibilité, après lequel on ne pourra plus revenir à une situation saine.

Propos recueillis par Carole Lyon

## « Je ne suis pas Charlie »



par Shlomo SAND

**R**IEN ne peut justifier un assassinat, a fortiori le meurtre de masse commis de sang-froid. Ce qui s'est passé à Paris, en ce début du mois de janvier constitue un crime absolument inexcusable. Dire cela n'a rien d'original : des millions de personnes pensent et le ressentent ainsi, à juste titre. Cependant, au vu de cette épouvantable tragédie, l'une des premières questions qui m'est venue à l'esprit est la suivante : le profond dégoût, éprouvé face au meurtre, doit-il obligatoirement conduire à s'identifier avec l'action des victimes ? Dois-je être « Charlie » parce que les victimes étaient l'incarnation suprême de la liberté d'expression, comme l'a déclaré le Président de la République ? Suis-je « Charlie », non seulement parce que je suis un laïc athée, mais aussi du fait de mon antipathie fondamentale envers les bases oppressives des trois grandes religions monothéistes occidentales ?

Certaines caricatures publiées dans *Charlie Hebdo*, que j'avais vues bien antérieurement, m'étaient apparues de mauvais goût ; seule une minorité d'entre elles me faisaient rire. Mais, là n'est pas le problème ! Dans la majorité des caricatures sur l'islam publiées par l'hebdomadaire, au cours de la dernière décennie, j'ai relevé une haine manipulatrice destinée à séduire davantage de lecteurs, évidemment non musulmans. La reproduction par *Charlie* des caricatures, publiées dans le journal danois, m'a semblé abominable. Déjà, en 2006, j'avais perçu comme une pure provocation, le dessin de Mahomet coiffé d'un turban flanqué d'une grenade. **Ce n'était pas tant une caricature contre les islamistes qu'une assimilation stupide de l'islam à la terreur ; c'est comme si l'on identifiait le judaïsme avec l'argent !** (ndlr : souligné par nous). On fait valoir que *Charlie* s'en prend, indistinctement, à toutes les religions, mais c'est un mensonge. Certes, il s'est moqué des chrétiens, et, parfois, des juifs ; toutefois, ni le journal danois, ni *Charlie* ne se seraient permis, et c'est heureux, de publier une caricature présentant le prophète Moïse, avec une kippa et des franges rituelles, sous la forme d'un usurier à l'air roublard, installé au coin d'une rue. Il est bon, en effet, que dans la civilisation appelée, de nos jours, « judéo-chrétienne », il ne soit plus possible de diffuser publiquement la haine antijuive, comme ce fut le cas dans un passé pas très éloigné. Je suis pour la liberté d'expression, tout en étant opposé à l'incitation raciste.

Je reconnais m'accommoder, bien volontiers, de l'interdiction faite à Dieudonné d'exprimer trop publiquement, sa « critique » et ses « plaisanteries » à l'encontre des juifs. Je suis, en revanche, formellement opposé ce qu'il lui soit physiquement porté atteinte, et si, d'aventure, je ne sais quel idiot l'agressait, j'en serais très choqué...



mais je n'irais pas jusqu'à brandir une pancarte avec l'inscription : « *je suis Dieudonné* ».

## Drumont - Houellebecq

En 1886, fut publiée à Paris « *La France juive* » d'Edouard Drumont, et en 2014, le jour des attentats commis par les trois idiots criminels, est parue, sous le titre : « *Soumission, La France musulmane* » de Michel Houellebecq. « *La France juive* » fut un véritable « *bestseller* » de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Avant même sa parution en librairie, « *Soumission* » était déjà un best-seller !

Ces deux livres, chacun en son temps, ont bénéficié d'une large et chaleureuse réception journalistique. Quelle différence y a-t-il entre eux ? Houellebecq sait qu'au début du 21<sup>ème</sup> siècle, il est interdit d'agiter une menace juive, mais qu'il est bien admis de vendre des livres faisant état de la menace musulmane. Alain Soral, moins futé, n'a pas encore compris cela, et de ce fait, il s'est marginalisé dans les médias... et c'est tant mieux ! Houellebecq, en revanche, a été invité, avec tous les honneurs, au journal de 20 heures sur la chaîne de télévision du service public, à la veille de la sortie de son livre qui participe à la diffusion de la haine et de la peur, tout autant que les écrits pervers de Soral

**Un vent mauvais, un vent fétide de racisme dangereux, flotte sur l'Europe : il existe une différence fondamentale entre le fait de s'en prendre à une religion ou à une croyance dominante dans une société, et celui d'attenter ou d'inciter contre la religion d'une minorité dominée.**

**Si, au sein de la civilisation judéo-musulmane : en Arabie Saoudite, dans les Emirats du Golfe s'élevaient aujourd'hui des protestations et des mises en gardes contre la religion dominante qui opprime des travailleurs par milliers, et des millions de femmes, nous aurions le devoir de soutenir les protestataires persécutés. Or, comme l'on sait, les dirigeants occidentaux, loin d'encourager les « *voltairiens et les rousseauistes* » au Moyen-Orient, apportent tout leur soutien aux régimes religieux les plus répressifs (ndlr : souligné par nous).**

En revanche, en France ou au Danemark, en Allemagne ou en Espagne où vivent des millions de travailleurs musulmans, le plus souvent affectés aux tâches les plus pénibles, au bas de l'échelle sociale, il faut faire preuve de la plus grande prudence avant de critiquer l'islam, et surtout ne pas le ridiculiser grossièrement. Aujourd'hui, et tout particulièrement après ce terrible massacre, ma sympathie va aux musulmans qui vivent dans les ghettos adjacents aux métropoles, qui risquent fort de devenir

les secondes victimes des meurtres perpétrés à « *Charlie Hebdo* » et dans le supermarché Hypercasher. Je continue de prendre pour modèle de référence le « *Charlie* » originel : le grand Charlie Chaplin qui ne s'est jamais moqué des pauvres et des non-instruits.

## Le gendarme colonialiste français et le gendarme destructeur américain

De plus, et sachant que tout texte s'inscrit dans un contexte, comment ne pas s'interroger sur le fait que, depuis plus d'un an, tant de soldats français sont présents en Afrique pour « *combattre contre les djihadistes* », alors même qu'aucun débat public sérieux n'a eu lieu en France sur l'utilité où les dommages de ces interventions militaires ? Le gendarme colonialiste d'hier, qui porte une responsabilité incontestable dans l'héritage chaotique des frontières et des régimes, est aujourd'hui « *rappelé* » pour réinstaurer le « *droit* » à l'aide de sa force de gendarmerie néocoloniale.

Avec le gendarme américain, responsable de l'énorme destruction en Irak, sans en avoir jamais émis le moindre regret, il participe aux bombardements des bases de « *daesch* ». Allié aux dirigeants saoudiens « *éclairés* » et à d'autres chauds partisans de la « *liberté d'expression* » au Moyen-Orient, il préserve les frontières du partage illogique qu'il a imposé, il y a un siècle, selon ses intérêts impérialistes. Il est appelé pour bombarder ceux qui menacent les précieux puits de pétrole dont il consomme le produit, sans comprendre que, ce faisant, il invite le risque de la terreur au sein de la métropole.

**Mais au fond, il se peut qu'il ait bien compris ! L'Occident éclairé n'est peut-être pas la victime si naïve et innocente en laquelle il aime se présenter ! Bien sûr, il faut être un assassin cruel et pervers pour tuer de sang-froid des personnes innocentes et désarmées, mais il faut être hypocrite ou stupide pour fermer les yeux sur les données dans lesquelles s'inscrit cette tragédie, (ndlr : souligné par nous) C'est aussi faire preuve d'aveuglement que de ne pas comprendre que cette situation conflictuelle ira en s'aggravant si l'on ne s'emploie pas ensemble, athées et croyants, à œuvrer à de véritables perspectives du vivre ensemble sans la haine de l'autre.**

(Traduit de l'hébreu par Michel Bilis).  
<http://www.ujfp.org/spip.php>

# Tous sionistes



par Uri AVNERY

**L**ES gens me demandent souvent : « Êtes-vous sioniste ? » Ma réponse habituelle est : « Cela dépend de ce que vous entendez par sionisme. » Cette réponse est vraiment sincère. Le mot sionisme peut exprimer quantité de choses différentes. Comme, par exemple, le mot socialisme. François Hollande est socialiste. Joseph Staline l'était aussi. Y a-t-il une quelconque ressemblance ?

Quand j'étais jeune, une plaisanterie courait en Allemagne : « Un sioniste est un Juif qui demande de l'argent à un autre Juif pour financer l'installation d'un troisième Juif en Palestine. » Mon père était un sioniste de ce genre. C'était avant l'arrivée au pouvoir des nazis, naturellement. J'imagine que cette définition s'applique de nos jours à beaucoup de sionistes américains.

Théodor Hertzl, le fondateur du mouvement sioniste, n'avait pas réellement envie de venir à Sion, une colline de Jérusalem. Il n'aimait pas du tout la Palestine. Dans la première version de la Bible sioniste, *Der Judenstaat*, il proposait la Patagonie comme site préféré pour l'État juif, en raison de son doux climat. Aussi parce qu'il était très peu peuplé à la suite d'une campagne génocidaire de l'Argentine. Quand le mouvement s'orienta vers Sion, le sionisme représentait encore beaucoup de choses différentes pour des gens différents. Certains voulaient que le pays devienne simplement un centre spirituel pour les Juifs. D'autres voulaient en faire une Utopia socialiste. D'autres voulaient qu'elle devienne un bastion nationaliste basé sur la force militaire. La renaissance de la langue hébraïque, devenue un élément intégral de nos vies, n'entraînait absolument pas dans le projet sioniste. Hertzl, dont l'ambition initiale était de devenir un grand écrivain allemand, pensait que nous parlerions allemand. D'autres auraient préféré le yiddish. Le désir

fanatique de rajeunir l'hébreu est venu de la base. Même le désir de fonder un État juif ne faisait pas l'unanimité. Quelques ardents sionistes, comme Martin Buber, rêvaient d'un État binational, moitié arabe, moitié juif. Des sionistes « pragmatiques » voulaient réaliser le rêve sioniste par une patiente implantation dans le pays. Des sionistes « révisionnistes » voulaient réaliser immédiatement une « charte » internationale. Les sionistes religieux veulent un État fondé sur la religion juive et dominé par elle. Les sionistes nationaux-religieux croient que Dieu a envoyé les Juifs en « exil » à cause de leurs péchés, et voulaient par leurs actions obliger Dieu à envoyer le Messie maintenant. Les sionistes athées déclarent que les Juifs constituent une nation, pas une religion, et ne veulent rien avoir à faire avec la foi juive. Et ainsi de suite

## Qu'entend-on par sionisme de nos jours ?

Le mot est employé en Israël sans grande réflexion. Presque chaque parti veut être considéré comme sioniste et traite ses adversaires d'antisémites - une accusation terrible en politique israélienne. Seules quelques minorités marginales en refusent l'honneur. Les communistes d'une part, les-ultra-orthodoxes d'autre part. (Ces derniers pensent que c'est un grand péché de revenir en Terre d'Israël en grand nombre sans l'autorisation expresse de Dieu.) Pour beaucoup d'Israéliens, le sionisme ne signifie rien d'autre que le patriotisme israélien. Si vous voulez qu'Israël existe en tant qu'« État juif » (quelle qu'en soit la signification) vous êtes sioniste. Vous devez aussi être convaincu qu'Israël fait partie du « Peuple juif » du monde entier et qu'il en est le leader, une sorte de centre de commandement. Dans la terminologie à la mode : « l'État-nation du peuple juif ».

De façon plus profonde, le sionisme peut signifier l'intime conviction que l'ensemble des Juifs du monde viendront finalement en Israël, soit par libre choix, soit poussés ici par l'antisémitisme. La victoire inévitable de l'antisémitisme dans tous les pays est considérée comme acquise. Aussi toute vague réelle

ou imaginaire d'antisémitisme - comme actuellement en France - est accueillie avec une secrète satisfaction (« *On vous l'avait bien dit* »).

## Qu'elle est ma position ?

Quelques années avant la fondation de l'État d'Israël, un groupe de jeunes gens de ce pays, des artistes et des écrivains pour la plupart, avaient déclaré qu'ils n'étaient pas juifs mais hébreux. On les avait surnommés « *les Cananéens* ». Leur évangile était que les jeunes gens de ce pays qui parlaient hébreu n'appartenaient pas à la communauté juive mondiale, mais constituaient une nouvelle nation hébraïque distincte. Ils voulaient n'avoir rien à faire avec les Juifs. Certaines de leurs proclamations avaient une tonalité indéniablement antisémite. Ils concevaient la nation hébraïque comme la perpétuation - après une brève interruption de quelques milliers d'années - du peuple cananéen originel d'avant la Bible. D'où son surnom.

Quatre ans plus tard, je fondais un autre groupe, surnommé le « *Groupe de combat* ». Nous proclamions aussi que nous étions une nouvelle nation hébraïque. Mais, à la différence des Cananéens, nous reconnaissons que cette nouvelle nation faisait partie du peuple juif, tout comme les Australiens, par exemple, participent de la culture anglo-saxonne. Nous nous opposons aussi aux *Cananéens* sur un élément de doctrine essentiel. Les *Cananéens* niaient l'existence d'une nation ou de nations arabes. Non seulement nous reconnaissons le nationalisme arabe, mais nous déclarions que la nation arabe était l'alliée naturelle de la nation hébraïque pour la création d'une nouvelle région sémite.

## Et après la création d'Israël ?

Peu de temps après, Israël a été fondé. Il y a 40 ans, dans un procès en diffamation, le juge me demanda de préciser ma position à l'égard du sionisme. Pour lui répondre j'inventai l'expression « *post-sionisme* ». « *Le mouvement sioniste, déclarai-je, est un mouvement historique à qui l'on doit des réalisations incroyables - une société entièrement nouvelle, une ancienne-nouvelle langue, une nouvelle culture, une nouvelle économie, de nouveaux modèles sociaux comme les kibboutz et les moshav. Mais le sionisme a également commis de graves injustices, en particulier à l'encontre du peuple palestinien arabe* ». Cependant, ajoutai-je, *cela appartient à l'histoire. Avec la création de l'Etat d'Israël, le sionisme a rempli son rôle. Le patriotisme israélien doit le remplacer. Comme un échafaudage que l'on démonte lorsque la nouvelle construction est achevée, le sionisme a fait son temps et devrait être abandonné.*»

## C'est ce que je pense aujourd'hui

Toute la question se repose de nouveau actuellement à cause de la décision de la nouvelle liste électorale commune au Parti travailliste et au groupe de Tzipi Livni de s'appeler officiellement « *Le Camp Sioniste* ». Au niveau pragmatique, il s'agit d'une manœuvre avisée. Les partis de droite accusent presque toujours la gauche de n'être pas patriotique, et même d'être des traîtres, une cinquième colonne. Dans notre cas, la gauche est accusée d'être anti-sioniste. Il est donc logique pour une nouvelle liste d'union de s'appeler sioniste. Pas « *un* » parti sioniste, mais « *le parti* » sioniste. (En suivant la même logique, un parti français très modéré s'était dans le passé appelé le « *Parti radical* »; le mot « *démocratique* » était apparu dans les noms officiels de plusieurs pays communistes et les fascistes allemands s'appelaient « *National-socialistes* ». Assurés de leurs adhérents convaincus, leur espoir était d'attirer par ce nom inapproprié des suffrages sur les marges).

## « *Camp sioniste* » : choix négatif du nom

Au plan pratique le nom adopté par le Parti travailliste présente l'aspect négatif d'exclure automatiquement les citoyens arabes. Pour les Arabes, le sionisme est partout le synonyme du mal. Le sionisme leur a enlevé leur pays, le sionisme a expulsé les Palestiniens arabes et a produit la Naqba, le sionisme pratique aujourd'hui une discrimination à l'égard des citoyens arabes d'Israël dans toutes les sphères de la vie. Cependant, de toute façon, un très petit nombre de citoyens arabes ont voté dans le passé récent, pour le Parti travailliste et ils ne sont d'ailleurs pas gênés par le nom de sionisme. Toutes les forces arabes du pays, y compris le parti communiste *Hadash* qui compte un certain nombre de membres juifs, se sont rassemblées cette semaine dans une liste arabe commune et on s'attend à les voir recueillir presque tous les suffrages arabes. Cela, soit dit en passant, est l'une des ironies de la politique israélienne. Le parti « *Israël notre foyer* » d'Avigdor Lieberman, considéré par certains comme fasciste, voulait évincer les Arabes de la Knesset. Ayant remarqué qu'aucune des trois listes arabes n'obtenait 3,25% des voix, il a fait passer une loi qui relevait le seuil d'entrée à la Knesset à ce niveau. Le résultat a été que tous les partis arabes, qui se détestent, se sont unis pour former une liste commune qui pourrait obtenir 10% des voix et plus.

En dehors des Orthodoxes, ce sera le seul parti soi-disant antisioniste. Tous les autres, du parti d'extrême droite national-religieux *Foyer Juif* jusqu'au *Meretz* d'extrême gauche, s'affirment comme sionistes purs et durs. Alors c'est vraiment un beau coup qu'Herzog et Livni ont réussi avec l'appellation convoitée.

8 février 2015.

<http://www.france-palestine.org/Tous-sionistes>

# Deux historiens israéliens : le boycott, une route pour mettre fin à l'occupation

**D**EUX éminents historiens israéliens, Shlomo Sand et Ilan Pappé, ont déclaré que l'occupation était la cause du soulèvement palestinien en cours, et non le résultat d'une incitation à la révolte, comme le prétend Israël. Ils ont confirmé dans leur entretien avec la chaîne Al-Jazeera, l'efficacité du boycott pour mettre fin à l'occupation, en prenant l'Afrique du Sud pour exemple.

L'historien israélien Shlomo Sand a souligné le rôle du traitement barbare infligé aux Palestiniens et l'attitude agressive des colons. Il considère que le soulèvement palestinien qui a éclaté à l'automne dernier est provoqué par la poursuite de l'occupation et l'humiliation quotidienne, par la pauvreté et par l'absence d'issue pour les palestiniens. Shlomo Sand, qui est aussi maître de conférence à l'Université de Tel-Aviv, indique que l'occupation confisque les droits humains et les droits fondamentaux de citoyen aux Palestiniens depuis cinq décennies et précise : « *Nous, Israéliens, on travaille, on apprend, on rêve et on aime librement, tandis que non loin de nous, des êtres humains sont soumis à la dureté des cœurs des soldats et à l'avidité des colons.* » L'historien israélien estime que la majorité des Israéliens soutiennent les effets de l'occupation ou ne s'en soucient pas, que certains croient que cela est le prix qu'ils doivent payer pour la libération du supposé pays, promis par la Torah.

## Soutien et Indifférence

Shlomo Sand qui est l'auteur d'un livre audacieux, qui remet en question l'existence d'un peuple juif, et de ce qui est connu comme la « *terre d'Israël* », pense que les actions armées des palestiniens ne sont pas considérées en elle-même comme noble et particulièrement morale. D'autre part, il estime que les femmes et les enfants innocents auteurs d'opérations ne sont pas nés tueurs, et qu'avant l'occupation, ils étaient des êtres humains ordinaires, à la recherche du bonheur dans la vie. Il poursuit, « *mais quelque chose dans l'histoire des Palestiniens a subi un déséquilibre et de graves dommages et quelque chose dans notre histoire israélienne est devenue monstrueuse.* »

Ilan Pappé est d'accord avec lui sur le fait que la persécution des juifs par les Européens ne donne aucune justification à la cruauté du cœur face à la destinée de l'autre, le Palestinien.

Ilan Pappé, qui a quitté Israël pour la Grande-Bretagne, de manière à protester contre l'aggravation du

racisme, il y a cinq ans, constate que la vague d'attentats palestiniens n'empêche pas, jusqu'à présent, de vivre de façon normale en Israël. Il montre dans son interview à Al-Jazeera que la plupart des Israéliens se convainquent qu'ils surmonteront l'actuelle épreuve comme ils l'ont fait lors de toutes les guerres et les soulèvements du passé. L'auteur du livre « *Le nettoyage ethnique de la Palestine* », doute même de la possibilité de l'apparition d'une opposition politique en Israël qui soit un jour capable de changer l'orientation de l'occupation et de la colonisation vers une solution à deux Etats.

A propos de l'avenir, Shlomo Sand estime que le rejet de l'occupation par les Israéliens est possible. Cela peut se produire si les opérations palestiniennes s'amplifient et si les adultes rejoignent les enfants et les femmes dans le cycle actuel ou le prochain cycle de la violence, en particulier lorsqu'elles sont dirigées contre des cibles militaires. Ilan Pappé rejoint Shlomo Sand sur l'efficacité du boycott international d'Israël pour le sauver de son occupation, comme les sanctions qui ont porté leurs fruits en Afrique du Sud et en Iran.

**Ilan Pappé estime que la campagne de boycott international actuelle est basée sur la conviction qu'Israël incarne deux erreurs, par sa création et les conditions de son existence d'une part, par ses violations du droit des Palestiniens d'autre part** (NDLR : souligné par nous). Il pense que la solidarité et le soutien des Palestiniens va s'accroître dans le monde à travers les organisations non gouvernementales, en particulier dans les institutions universitaires, et précise qu'il y a un boycott d'Israël non déclaré et une énergie latente qui peut être exploitée. Il explique que la raison à cela réside dans les politiques « *stupides* » d'une droite sioniste, qui favorisent la solidarité avec les Palestiniens, et non grâce à la performance de l'Autorité palestinienne. Ilan Pappé exhorte les Palestiniens à mettre fin à leur division et prône l'escalade du boycott sans se limiter aux produits des colonies.

Ilan Pappé et Shlomo Sand, qui sont les plus éminents des nouveaux historiens, concluent en affirmant que le boycott ne détruira pas Israël, mais qu'il permettra d'éviter la poursuite de son contrôle sur la vie des autres, à qui on vole depuis cinquante ans le droit de contrôler leur propre destin et de défendre leurs terres.

**Wadih Awawda-Haifa, AlJazeera,  
Traduit pour l'AFPS par Moncef Chahed**

# Imposer le silence sur les crimes de l'occupation

par Gildeon LEVY

**T**OUS les Israéliens qui brisent le silence sur l'occupation et les autres crimes accomplissent leur devoir patriotique, humain et moral. C'est la raison pour laquelle le leader de Yesh Atid, les craint tellement.

Ce n'est qu'à l'étranger que l'on peut mener le débat sur l'occupation. Ce n'est en effet que dans une société libre et démocratique où la population sait ce qui se passe qu'un tel débat est possible. Il ne peut donc se dérouler en Israël, pas plus qu'on ne peut discuter des Yazidis en Irak, ou de l'homosexualité, ou des journalistes en Russie. Israël règne sur deux sociétés qui sont, l'une et l'autre, incapables de débattre de l'occupation. **Il y a, d'un côté, la société juive qui vit dans le déni et la répression, qui n'est au courant de rien et ne veut rien savoir, et, de l'autre, la société palestinienne qui est au courant de tout ce qui concerne l'occupation, mais qui est privée de droits.** (NDLR: souligné par nous)

Dans ce contexte où il y a, d'un côté, une société qui détient le pouvoir, mais ne reconnaît pas la situation réelle et, de l'autre, une société qui connaît cette situation mais à qui personne ne demande son opinion, il est impératif de faire sortir le débat, de faire en sorte que le monde sache à quoi ressemble l'occupation israélienne et connaisse ses crimes. C'est la seule manière d'y mettre un terme. L'argument selon lequel ce serait là une mesure anti-démocratique est l'un des plus éhontés et des plus hypocrites qui ait jamais été exprimé en Israël. Il ne semble plus y avoir de limites à l'hypocrisie et à l'effronterie.

## Haaretz et *Breaking the silence* dans le collimateur

Yair Lapid, le dirigeant de YeshAtid, veut régler les choses à l'intérieur, comme on le fait dans une cour, hassidique de Gour [la dynastie hassidique la plus importante en Israël], comme on le faisait autrefois dans les kibboutz et comme on le fait dans les familles du crime organisé. (...) Il estime que l'édition anglaise de *Haaretz* est un partenaire dans ce crime de diffamation. Yair Lapid mène d'ailleurs une guerre sans limites contre l'édition anglaise de ce journal ; il met même en cause la nomination de la prochaine editrice de cette édition sous prétexte que son mari fait partie de *Breaking the Silence*.

Accusé de sexisme, il a modifié une petite partie de sa déclaration.

Les soldats et les vétérans de *Breaking the Silence* ont le devoir de renseigner tout le monde - et *Haaretz* a le devoir de le transmettre à tout le monde - en Israël, mais surtout ailleurs dans le monde. Les crimes de l'occupation doivent être connus partout. Les choses ne peuvent pas être « réglées entre nous », « chez nous », parce que chez nous il y a un système de lavage de cerveau et de blanchiment des crimes qui atteint de nouveaux sommets.

**Maintenant on prétend non seulement qu'il n'y a pas de crime, mais en plus qu'il n'y a pas d'occupation. On ne peut pas débattre avec des gens qui sont autant coupés de la réalité, de cette réalité qui est que les crimes de l'occupation sont horribles et ne font qu'empirer.** (NDLR : souligné par nous).

Le monde devrait être informé de chaque exécution, de l'apartheid dans la distribution de l'eau, des arrestations de masse – 4 800 personnes ont été arrêtées lors de la récente vague de violence, dont 1 400 enfants. Au cours de la deuxième Intifada 80 000 Palestiniens ont été emprisonnés et on a distribué 24 000 ordres pour emprisonner des dizaines de milliers de personnes sans procès.

**Comment pourrions-nous ne pas informer tout le monde ? Comment le dire aux Israéliens qui voient dans chaque Palestinien un terroriste et dans chaque terroriste quelqu'un qui doit mourir ? Comment ne pas dire que 60 parlementaires palestiniens ont été arrêtés dans ce pays qui soi-disant ne procède pas à des arrestations pour des raisons politiques ?** (NDLR : souligné par nous).

Un pays où les gens sont séquestrés dans leurs lits toutes les nuits, sans décision de justice et parfois sans aucune raison. Si nous ne dénonçons pas tout cela, qui sera au courant ? Et si personne n'est au courant, comment tout cela prendra-t-il fin ? (...) Toutes ces personnes qui brisent le silence en Israël font leur devoir patriotique, humain et moral. Lapid sait que *Breaking the Silence* et *Haaretz* n'existeraient pas si ce qu'ils rapportaient n'était pas vrai. Les Lapid savent que ces informations sont vraies ; c'est pour cela qu'ils en ont tellement peur et pourquoi ils les combattent aussi féroceMENT. (...).

Article publié dans *Haaretz* le 10 juillet 2016.



# Il n'y aura pas de paix tant qu'Israël n'admettra pas sa responsabilité dans la Nakba

par Gideon LEVY

**L**E gouvernement d'Israël le confirme une fois encore : des crimes de guerre ont été perpétrés en 1947-1948 ; il y a eu des massacres, il y a eu l'expulsion, il y a eu le nettoyage ethnique – il y a eu une Nakba, une Catastrophe ainsi que les Palestiniens appellent ce qu'ils ont vécu dans ces années. Comment le savons-nous ?

Le gouvernement est sur le point de prolonger le caractère secret d'un des principaux dossiers d'archives des Forces de Défense d'Israël qui porte sur la création du problème des réfugiés palestiniens. Soixante huit années se sont écoulées et Israël de lui-même dissimule la vérité des archives – pourrait-il y avoir une preuve plus évidente qu'il y a quelque chose à cacher ? Un haut responsable a expliqué au correspondant diplomatique d'*Haaretz*, Barak Ravid (*“La commission dirigée par Shaked susceptible de maintenir sous le sceau du secret le “dossier de la Nakba” des archives des FDI,”* 20 septembre) : *“Quand la paix viendra, il sera possible d'ouvrir ces documents à la disposition du public.”*

## La paix ne va pas venir avant que les Israéliens ne soient au courant

et ne comprennent comment tout a commencé. La paix ne va pas venir avant qu'Israël n'admette sa responsabilité, présente des excuses et dédommage. Il n'y a pas de paix possible sans ceci. Peut-être pourrait-il y avoir des commissions de la vérité et de la réconciliation comme en Afrique du Sud, ou une demande de pardon et des réparations comme en Allemagne. Ceci pourrait être l'expression d'excuses aux Palestiniens, un retour partiel et une compensation partielle pour les biens volés en 1948 et depuis. Pas seulement le déni et le refus d'assumer la responsabilité.

La paix ne va pas être rendue impossible à cause de l'accent mis par les Palestiniens sur le droit au retour. Elle sera rendue impossible surtout à cause de l'impréparation d'Israël à intérioriser le point de départ historique : un peuple sans terre est devenu un pays avec un peuple, et ce peuple a fait l'expérience d'une terrible tragédie qui continue à ce jour.

## Ce peuple n'oublie pas

Et Israël ne pourra pas l'obliger à oublier. Israël déteste les négateurs de l'Holocauste – et à juste titre. Dans de nombreux pays cela est un crime. En Israël les gens en veulent à la Pologne, qui a interdit légalement toute mention de sa participation à l'extermination de ses Juifs. L'Autriche, qui n'a jamais vraiment fait face à son passé, mérite aussi une condamnation.

## ● Et est-ce qu'Israël a fait face à son passé ? Jamais.

Le monde juif demande la compensation des biens qu'il a abandonnés dans l'Est de l'Europe et dans les pays arabes. Les Juifs ont le droit de revenir aux propriétés juives en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Faire face à notre passé n'est tout simplement pas quelque chose que nous faisons. Différentes lois s'appliquent à nous, les lois du peuple élu et les lois du deux poids et deux mesures. De notre bosse sur le dos – celle qui est caché dans les archives et qui s'élève haut de chaque camp de réfugiés et de chaque village détruit – nous détournons le regard.

Il est possible à l'avance de se dispenser de la colère à la comparaison avec l'Holocauste : il n'y a pas de comparaison. Mais il y a des désastres nationaux qui ne sont pas un holocauste et qui néanmoins sont des désastres. Un désastre terrible est arrivé aux Palestiniens et Israël nie ce désastre et sa responsabilité dans celui-ci. Il est loin d'avoir l'ampleur de celle de l'Holocauste, mais c'est un effroyable désastre. Les dénis peuvent être comparés : le déni de la Nakba l'emporte sur le déni de l'Holocauste.

Ce qui est arrivé aux Palestiniens en 1948 et qui a continué après la création de l'Etat, ne peut pas être étouffé à jamais. Si Israël est sûr qu'il a raison, ouvrez les archives et prouvez-le. En effet, un des documents qu'Israël dissimule est une étude commandée par Ben Gourion visant à prouver que les Arabes ont fui. Si toutes choses ont été morales, justes et légales, pourquoi ne les publient-ils pas ?

Il suffit de regarder la photographie qui accompagnait le rapport dans l'édition en hébreu d'*Haaretz* pour réfuter la propagande sioniste : deux Arabes poussent un chariot rempli de lambeaux de leurs affaires, de tapis et d'articles ménagers, un vieil homme avec une canne traîne derrière eux et trois hommes de la *Haganah* les accompagnent avec des fusils menaçants. (Haïfa, 12 mai 1948). Ceci a l'apparence de la « fuite volontaire » que les Arabes sont coupables d'avoir choisi. Et ceci bien sûr n'est pas l'image la plus choquante de l'expulsion.

La culpabilité pèse lourd. Elle ne diminuera pas. De l'expulsion, et à plus forte raison d'avoir empêché un retour vers les foyers quand les combats ont cessé. La justice absolue ne triomphera pas ici et la faute ne pèse pas seulement sur les épaules d'Israël. Mais le déni doit cesser. Persuadés de notre bon droit et forts dans notre Etat, le temps est venu de regarder honnêtement la vérité et d'en venir à la conclusion évidente : Israël a surchargé le chaudron des souffrances qu'il a causées aux Palestiniens il y a longtemps. Il y a longtemps.

Traduit de l'anglais par **Y. Jardin**,  
membre du GT de l'AFPS sur les prisonniers  
<http://www.france-palestine.org/Il-n-y-aura-pas-de-paix-tant-qu-Israel-n-admettra-pas-sa-responsabilite-dans-la-Nakba>.

# Le responsable de B'Tselem : « Pourquoi je me suis exprimé à l'ONU contre l'occupation »

par Hagai EL-AD (1)

« **I**l n'y a aucune chance que la société israélienne, de son bon vouloir et sans aucune aide, mette fin au cauchemar. De trop nombreux mécanismes isolent la violence que nous mettons en œuvre pour contrôler les Palestiniens »

Je me suis exprimé aux Nations Unies contre l'occupation parce que j'aspire à la qualité d'être humain. Et les êtres humains, lorsqu'ils sont responsables d'une injustice envers d'autres êtres humains, ont l'obligation morale de réagir.

Je me suis exprimé aux Nations Unies contre l'occupation parce que je suis israélien. Je n'ai pas d'autre pays. Je n'ai pas d'autre citoyenneté ni d'autre avenir. J'ai grandi ici et y serai enterré. Je me soucie du destin de cet endroit, du destin de ses habitants et de son destin politique, qui est aussi le mien. Et, au vu de tous ces liens, l'occupation est un désastre.

Je me suis exprimé aux Nations Unies contre l'occupation parce que les collègues de B'Tselem et moi-même, après tant d'années de travail, sommes arrivés à plusieurs conclusions. En voici une : la réalité ne changera pas si le monde n'intervient pas. Je soupçonne notre gouvernement, dans son arrogance, de savoir cela et, de ce fait, de s'occuper à répandre la peur d'une telle intervention.

Une intervention du monde contre l'occupation est tout aussi légitime que n'importe quelle question de droits humains. Et ce d'autant plus qu'il s'agit d'un thème tel que notre pouvoir sur un autre peuple. Ce n'est pas un problème israélien interne, mais une question internationale, c'est flagrant. Voici une autre conclusion : il n'y a aucune chance que la société israélienne de son bon vouloir et sans aucune aide, mette fin au cauchemar. De trop nombreux mécanismes font un cas à part de la violence que nous mettons en œuvre pour contrôler les Palestiniens. Trop d'excuses se sont accumulées. Il y a eu trop de peurs et d'angoisse – des deux côtés – au cours des 50 dernières années. Au bout du compte, j'en suis sûr, Israéliens et Palestiniens mettront fin à l'occupation, mais pas sans l'aide du monde.

Les Nations Unies, c'est beaucoup de choses. Beaucoup sont problématiques, certaines complètement insensées. Je ne les approuve pas. Mais les Nations Unies c'est aussi l'organisation qui nous a donné un État en 1947 et cette décision est la base de la légitimité internationale de notre pays, celui dont je suis citoyen. **Et chaque jour de l'occupation nous fait non seulement croquer avec délice la Palestine, mais aussi détruire la légitimité de notre pays** (ndlr : souligné par nous).

Je ne comprends pas ce que le gouvernement veut que les Palestiniens fassent. Nous avons régi leurs vies depuis près de 50 ans, nous avons décheté leur terre en petits morceaux. Nous exerçons un pouvoir militaire et bureaucratique

avec grand succès et nous nous arrangeons parfaitement avec nous mêmes et avec le reste du monde.

Qu'est ce que les Palestiniens sont supposés faire ? S'ils osent manifester, c'est du terrorisme populaire. S'ils appellent à des sanctions, c'est du terrorisme économique. S'ils utilisent des moyens légaux, c'est du terrorisme judiciaire. S'ils se tournent vers les Nations Unies, c'est du terrorisme diplomatique. Il s'avère que quoi que fasse un Palestinien à part se lever le matin et dire « merci patron, merci maître », c'est du terrorisme. Qu'attend le gouvernement, une lettre de reddition ou la disparition des Palestiniens ? Ils ne disparaîtront pas.

Nous ne disparaîtrons pas non plus, ni ne nous tairons. Nous devons le répéter partout : l'occupation ne résulte pas d'un vote démocratique. Notre décision de contrôler leurs vies, pour autant que cela nous convienne, est une expression de violence et non de démocratie. Israël n'a pas de raison valable de continuer ainsi. **Et le monde n'a pas de raison valable de continuer à nous traiter comme il l'a fait jusqu'à présent – que des mots et pas d'action** (ndlr : souligné par nous).

Je me suis exprimé au Conseil de Sécurité de l'ONU contre l'occupation parce que je suis optimiste, parce que je suis Israélien, parce que je suis né à Haïfa et que je vis à Jérusalem, et parce que je ne suis plus un jeune homme et que chaque jour de ma vie a été marqué par le contrôle que nous exerçons sur eux. Et parce qu'il est impossible de continuer ainsi.

Nous ne devons pas continuer ainsi. Je me suis exprimé au Conseil de Sécurité de l'ONU contre l'occupation parce que j'aspire à la qualité d'être humain.

28 octobre 2016 – *Haaretz* – traduction SF pour l'AURDIP.

(1) *Hagai El-Ad* est le directeur exécutif du groupe de défense des droits humains B'Tselem.

**CVPR-PO: Association 1901, fondée par Béréa Adli-Bloch**

Président d'Honneur : **Professeur Jacques Milliez.**

Président : **Me Maurice Buttin.**

Vices Présidents : **Francis Blanchet, Pierre Lafrance**

Secrétaire générale : **Hasna Abid.**

Trésorier : **Henri Marchal**

Directeur de la publication : **Maurice Buttin**

Rédacteur en chef : **Francis Blanchet**

**Secrétariat :**

**54, rue des Entrepreneurs, 75015 PARIS**

**CCP 41 675 48 J La Source.**

**Courriel : maurice.buttin@orange.fr**

# TEXTE FONDATEUR : LEVER LES EQUIVOQUES

**L**a toujours été extrêmement délicat de parler de l'exploitation éhontée du génocide des Juifs pendant le nazisme. On risquait à chaque fois d'être accusé de révisionnisme ou même d'antisémitisme par les ennemis de la paix en Israël. Le manifeste clair et sans concession, rédigé et signé par des Français, dont des Juifs, le 15 juillet 1996, est devenu le texte fondateur du Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient, officiellement créé le 13 février 1997.

Fruit d'un demi siècle d'ambiguïté, d'évaluations erronées et de violences impunies, la situation des peuples du Moyen-Orient est dramatique. Au-delà de la crise des rapports israélo-palestiniens, toujours centrale, d'autres pays voisins sont fortement menacés. De fait, la Méditerranée tout entière est mise en danger. (ndlr : prémonition !). En France, l'opinion est soumise à une intimidation intellectuelle d'un rare acharnement, notamment de la part des médias. Les droits civiques et politiques arabes y sont relativisés jusqu'au mépris. Les agissements d'Israël, dans la poursuite d'objectifs contraires au droit des gens, aux décisions des Nations Unies et à ses propres engagements, passent pour légitimes ou excusables.

## Impunité

En plaçant Israël au dessus des obligations du droit international, en assurant à ses manquements une impunité sans analogue, la communauté internationale se met dans l'impossibilité d'oeuvrer efficacement en faveur de la paix. Or, dénoncer l'impunité de l'État d'Israël et ses justifications fallacieuses, appliquer les critères du droit commun au jugement de sa politique, c'est non seulement servir la paix, mais rendre justice aux peuples arabes et faire honneur aux citoyens israéliens.

Dans le respect de la diversité de nos opinions politiques, philosophiques et religieuses, la démarche de notre comité entend se fonder sur une triple détermination de principe : démocratique, laïque et religieusement attachée à la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

C'est pourquoi, tout en condamnant les horreurs du génocide nazi, nous refusons la sacralisation de l'État juif, sur fond de culpabilité et de chantage systématique à l'antisémitisme.

## Instrumentalisation

Nous refusons les disputes théologiques ou confessionnelles qui tendent à peser sur les rapports de forces politiques et à alimenter les divers intégrismes et communautarismes en compétition.

Nous dénonçons l'attitude des puissances occidentales et leurs inféodations aux intérêts de l'hégémonie des États-Unis dans la région.

En conséquence, le comité se donne pour tâche d'agir sur l'opinion par tout moyen approprié pour :

- Soustraire les analyses du contentieux israélo-arabe aux brouillages bibliques et à l'instrumentalisation du génocide.
- Dénoncer le lien de subordination réciproque israélo-américain, et les immunités exorbitantes qui en découlent au bénéfice d'Israël.
- Résister à l'intimidation médiatique, au chantage à l'antisémitisme et à la désinformation en faisant, en particulier, connaître la situation quasi concentrationnaire du peuple palestinien, victime de dispositifs d'apartheid et exposé à des spoliations de toutes sortes.
- Favoriser un traitement diplomatique du contentieux israélo-arabe basé sur le droit commun des relations internationales, l'application des résolutions des Nations Unies et le respect des engagements internationaux pris, notamment, en faveur de l'Autorité palestinienne.
- Favoriser l'expression des courants de progrès existants, tant dans les pays arabes qu'en Israël, et encourager dans toute la région la restauration de souverainetés populaires authentiques, respectueuses des règles démocratiques.
- Montrer qu'une paix réelle assurant la justice et le respect de l'autre garantirait la sécurité d'Israël et de ses voisins plus que le retour aux armes, fussent-elles nucléaires.

En agissant de la sorte, le Comité de Vigilance est convaincu d'apporter sa contribution à l'avènement d'une paix réelle et durable au Proche-Orient, fondée sur des accords respectueux des décisions des Nations Unies, librement négociés, démocratiquement ratifiés et internationalement garantis.

*Cet appel a été publié par le journal  
**Le Monde** dans son numéro du 6 mai 1997  
(Le titre et les intertitres sont de la rédaction)*